

BULLETIN COMITÉ FRANCE AMÉRIQUE LATINE

# COMITÉ FRANCE AMÉRIQUE LATINE



## la bolivie



"Hommes de maïs"  
de M.A. Asturias

Le métissage en  
Amérique Latine

4°P. 7735

bulletin périodique / n°4 / 1973

prix de ce numéro / 3 f.

## SOMMAIRE

	Pages
<b>■ 1972 EN AMERIQUE LATINE</b>	
Editotial .....	1
<b>■ LA BOLIVIE</b>	
Carte .....	2
Le pays (Paul Estrade) .....	3
L'économie bolivienne en quelques chiffres .....	5-10-12
La Bolivie et la lutte anti-impérialiste (P.E.) .....	6
"Un an après mon renversement" par le Général Torrès .....	11
La Bolivie de Banzer à l'école du Brésil des "gorilles" .....	13
Une nouvelle étape politique commence (I. Gilbert) ..	15
<b>■ "Hommes de maïs" de M.A. Asturias (M. Bernu) .....</b>	
"Que Hacer ?" film chilien ? (A. Montreal) .....	17
Le métissage dans l'histoire de l'Amérique latine (F. Delprat) .....	19
Notes de lecture .....	20
Notes de lecture .....	23
<b>■ La vie du Comité .....</b>	
	24

## Extraits des Statuts

**Le Comité France-Amérique latine est une association déclarée (loi de 1901) qui a pour but ....**

"Le constant renforcement des liens d'amitié et de coopération entre le peuple français et ceux de tous les pays d'Amérique latine. Pour cela, elle fera connaître largement, de façon objective, la vie sociale, économique, culturelle, politique de ces pays ; favorisera le développement en France des études et des recherches ibéro-américaines dans tous les domaines de l'histoire, de la littérature et des arts, de l'évolution sociale, économique et politique" (Art. 2 des statuts)



## .... et pour moyens

"Le Comité France-Amérique latine réalise son objet par la diffusion d'informations, l'organisation de conférences, expositions, présentations de films, la publication de documents, l'édition d'ouvrages, de périodiques, etc..." (Art. 3)

"Sont membres du Comité les personnes qui souscrivent au but poursuivi par lui, participent activement à la réalisation de ce but, adhèrent aux (...) statuts et acquittent les cotisations qui y sont prévues.

L'Association peut créer des cercles, comités locaux ou groupes spécialisés en vue de la réalisation de ses objectifs" (Art. 6)

## Le Comité directeur de l'Association

Gisèle ARNAUD (Montpellier),  
 Florence AUDIER, économiste,  
 Marcel BATAILLON, administrateur honoraire du Collège de France,  
 Michèle BERNU, assistante à l'Université,  
 Jean-Marie BINOCHE, animateur culturel,  
 Simone COCOUZ, secrétaire de direction,  
 Pierre CREPEL, attaché de recherches au C.N.R.S.,  
 Pierre DUPONT, professeur,  
 Georges FOURNIAL, journaliste,  
 Pierre GILHODES, professeur.  
 Monique GREGOIRE, étudiante,  
 Alain JOXE, professeur,  
 Dominique LAHALLE, chargé de recherches au C.N.R.S.  
 Jacques MAITRE, maître de recherches au C.N.R.S.,  
 Yves PINGUILLY, animateur culturel,  
 Michel REDJAH, journaliste,  
 Christine THOUZEAU, étudiante,  
 Louis URRUTIA, professeur,  
 Christiane de VAUGELAS, étudiante,  
 Paul VERDEVOYE, professeur.

## Abonnements

Le **Bulletin** du Comité France-Amérique Latine paraît quatre fois par an.  
 Prix de l'abonnement annuel : 12 F (10 F pour les adhérents du Comité)

Adressez la demande d'abonnement (en écrivant **lisiblement** votre adresse) à M. Dominique LAHALE, 2, rue Charbonnel / 180 - 75013 PARIS et joignez-y un chèque bancaire ou postal (les 3 volets) établi au nom de Mme Florence AUDIER (CCP 32 868 -27 LA SOURCE).

Le Comité France-Amérique Latine publie également des **notes d'actualité**, mensuelles.  
 Prix de l'abonnement annuel : 12 F (10 F pour les adhérents du Comité.)



## 1972 EN AMERIQUE LATINE

*S'il en était encore besoin, l'année 1972, elle aussi, aurait servi à montrer que parler de l'Amérique latine comme d'un ensemble cohérent c'est se condamner à énoncer des généralités peu utiles et à peine réelles. En d'autres temps on aurait même dit que, pour l'Amérique latine, 1972 n'a pas été une mauvaise année. En effet, à deux exceptions près, le cuivre (ce qui concerne surtout le Chili et le Pérou) et la farine de poisson (ce qui est vrai pour le Pérou), les prix des matières premières exportées par l'Amérique latine (café, pétrole, laine, viande...) ont augmentés dans des proportions assez sensibles, accroissant les ressources en devises des différents Etats (mais, des devises, pourquoi faire ?). Cependant cette appréciation doit être immédiatement complétée par une autre, qui constate la hausse tout aussi sensible des produits finis ou semi-finis importés par le sous continent. Ce climat mondial d'inflation a pesé, à des degrés divers, sur l'évolution des pays. L'inflation a exercé partout des ravages, menaçant la réussite des politiques de stabilisation entreprises dans les pays qui y sont traditionnellement soumis, s'exerçant même sur les pays qui ne la connaissaient guère, le meilleur exemple en étant le Vénézuéla.*

*Différents pays ont, par ailleurs, plus que d'autres, attirés l'attention*

*La situation cubaine a considérablement évolué ; des résultats économiques importants ont été obtenus dans les différents secteurs de la production (agricole, énergétique, industrielle, construction...) qui ont eu des prolongements dans le ravitaillement de la population et dans son mieux être. Peu à peu se mettent en place à Cuba les pièces (Syndicats, C.D.R.) du futur système représentatif.*

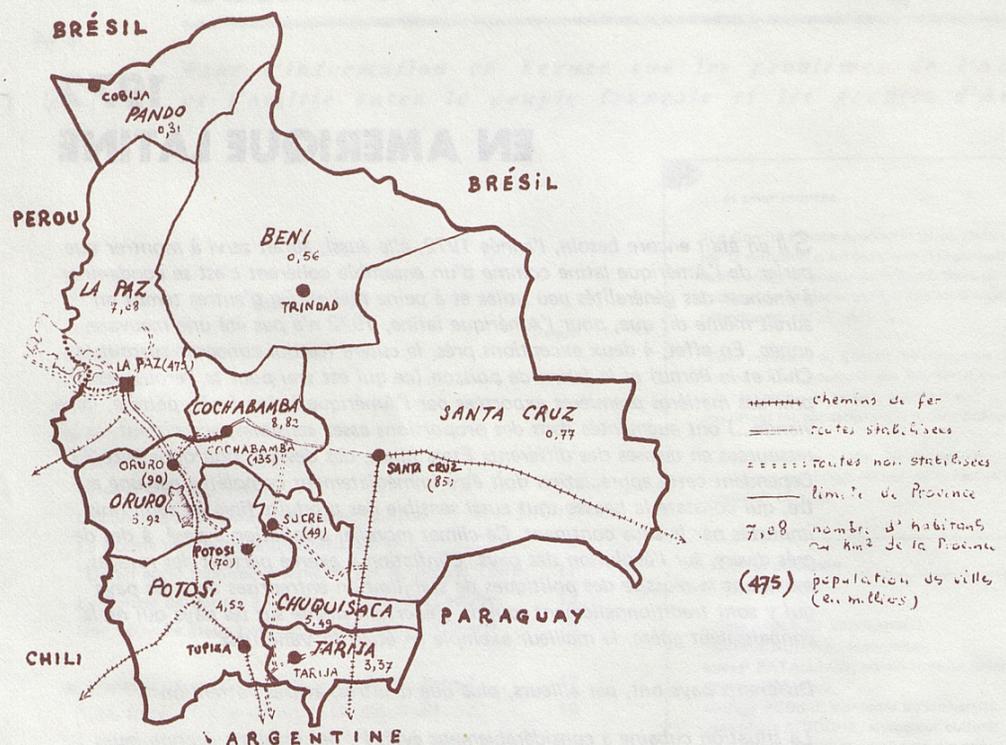
*Le Chili a vu se renouveler, dans des conditions souvent quasi-dramatiques, la lutte entre les forces attachées à l'Unité Populaire et celles qui cherchent à faire revenir le pays en arrière. Après les grèves des entreprises de camionnage et de commerçants sur lesquelles il resterait beaucoup à dire, les tentatives séduisantes se sont vu infliger, de par la mobilisation de la population, un sérieux coup d'arrêt qui risque d'avoir des conséquences sur les élections de mars 1973.*

*A Panama, dans le contexte de la révision du traité sur le canal, les forces qui, coalisées, assument le pouvoir avec la Garde nationale, semblent avoir accru leur autorité dans le pays après les élections d'Août.*

*Au Mexique même, la relance de la politique nationaliste semble dépasser les déclarations de principes pour entrer dans le terrain des réalisations concrètes. Si l'on en croit certaines publications économiques des Etats Unis cette relance risque de provoquer dans un proche avenir de sérieuses tensions.*

*Par contre dans le Brésil des généraux, où la répression la plus sauvage continue à s'exercer, les luttes pour le pouvoir au sein des forces armées se déroulent sous le manteau mais n'en dissimulent pas moins, croyons-nous, des affrontements qui dépassent le cadre étroit des camarillas. La politique extérieure expansionniste du Brésil inquiète la plupart de ses voisins à l'exception, peut-être de la Colombie, où les milieux économiques lorgnent avec envie le modèle brésilien, et de l'Equateur, où la junte militaire au pouvoir est divisée entre le courant nationaliste (important, compte tenu des ressources pétrolières du pays) et le courant pro-brésilien qui semble s'être renforcé autour du ministre de la défense.*

*Le Vénézuéla est entré dans la fièvre pré-électorale - décembre 1973 - tandis qu'en Colombie se préparent les grandes manœuvres pour les présidentielles de 1974. A peu de mois des élections argentines le climat n'a pas été éclairci, bien au contraire, par le bref voyage du général Peron, voyage qui a beaucoup terni le visage qu'il aime à se donner auprès des travailleurs et de la jeunesse.*



# LA BOLIVIE

## LE PAYS

### AU CENTRE DU CONTINENT SUD AMERICAIN

La Bolivie doit son nom au libertador Bolivar, qui bien que n'ayant pas personnellement libéré cette région du joug colonial espagnol, en fit sa "fille préférée", et la dota d'une constitution, il y a près de 150 ans.

C'est avec le Paraguay, le seul pays latino-américain qui n'ait pas de façade maritime, ou plutôt qui n'en ait plus : elle lui a été arrachée en 1879 lors de la guerre du Pacifique contre le Chili. Le nationalisme bolivien - exacerbé dans certains milieux - se nourrit périodiquement de cette réalité.

La Bolivie occupe vraiment le centre du continent sud, dans sa partie la plus élevée. On l'a souvent comparée à d'autres toits du monde : le Pamir ou le Thibet. Les Andes traversent le pays, le parsemant de sommets qui arrivent à 7000 mètres (Illimani), et lui léguant un vaste plateau interandin, froid, aride, balayé par le vent, qu'on appelle l'Altiplano (ou la Puna), et qui se situe aux environs de 3000-4000 mètres d'altitude. Sur les hauts-plateaux se trouve la Paz, la plus haute capitale du monde, dont certains faubourgs montent jusqu'à 4000 mètres ; là se trouve aussi le fameux lac Titicaca, lac sacré des indigènes, qui, à 3800 mètres au-dessus du niveau de la mer, bat un autre record du monde d'altitude dans sa catégorie.

Mais l'Altiplano n'est pas partout désert ! L'Altiplano et les vallées (Yungas), en descendant vers le nord et vers l'est, rassemblent les 4/5 de la population. Notons en passant que pour une superficie double de celle de la France (1.100.000 km<sup>2</sup>), le pays aurait, au 20 septembre dernier, d'après l'Institut National de Statistiques, une population totale de l'ordre de 5.200 habitants, dix fois moindre que celle de la France. La Bolivie est un pays sous-peuplé. Ce n'est pas à l'excès de population qu'il faut attribuer la misère de son peuple !

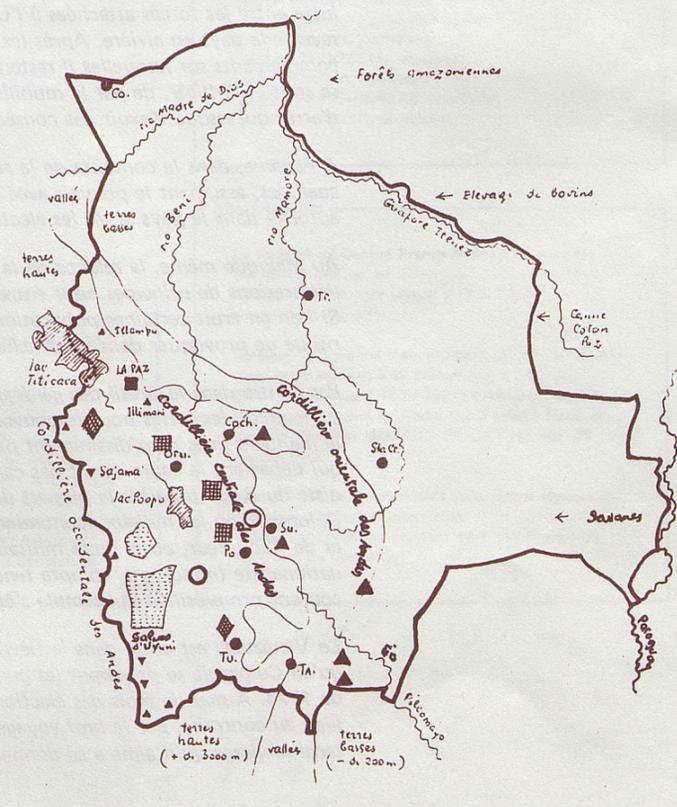
Les plaines orientales tropicales occupent 70 % de la superficie de la Bolivie. Elles sont inhabitées ou presque. C'est le domaine de la forêt amazonienne vers le Nord, de la savane épineuse du Chaco vers l'Est. C'est aussi une région d'élevage, mais loin d'être aussi développée qu'elle pourrait l'être. Ce désert représente l'avenir de la Bolivie.

### UNE POPULATION MULTINATIONALE A DOMINANTE INDIENNE.

1) C'est avec le Guatemala, et encore plus que le Pérou ou l'Equateur, un pays indien. Les statistiques qui en rendent compte sont très variables, et pour cause, mais indiens et métis fortement indianisés dépassent les 80 % de la population ; les 2/3 des habitants ont d'ailleurs pour langue maternelle une langue autre que l'espagnol, langue officielle.

2) C'est un Etat en réalité multi-national, dont l'unité n'est pas encore achevée. Il n'y a pas seulement l'opposition entre descendants d'européens et indigènes mal intégrés à la vie économique et non intégrés à la vie politique et culturelle ; il y a, au sein des populations indigènes, plusieurs groupes ethniques au passé prestigieux et caractérisé : les deux principaux étant les Aymaras et les Quechuas, créateurs de la civilisation inca ; il y a aussi l'opposition entre les habitants du sud-ouest montagneux - les colla -, et ceux des plaines du nord-est - les camba -, qui se prolonge aujourd'hui, pour d'autres raisons, dans le fort particularisme que l'on observe dans la province de Santa Cruz, et qui prend parfois des allures de séparatisme.

Il va de soi que cette population vit encore en grande majorité à la campagne.



- ◆ mines de Cuivre
- mines d'Etain
- ▲ Pétrole
- Argent
- ▲ sommets
- ▼ volcans

## UNE ECONOMIE DOMINEE PAR L'EXTRACTION ET L'EXPORTATION DES MINERAUX.

Du point de vue économique, ce qui caractérise la Bolivie, ce n'est pourtant pas la prédominance du secteur agricole - même si c'est lui qui emploie le plus de main d'oeuvre (50 % de la population active) ; c'est la part prise, tant dans le produit national brut que dans la valeur des exportations, par le secteur minier.

Cela ne date pas d'aujourd'hui. Pendant les trois siècles de la domination coloniale espagnole, les quantités fabuleuses de métaux précieux - argent surtout - ont été arrachées aux riches montagnes andines, du côté de Potosi en particulier. Le voyageur allemand Alexandre de Humboldt, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, évoquait le Haut-Pérou (c'est-à-dire la Bolivie) comme "une table d'argent montée sur des pieds d'or".

A l'argent a succédé l'étain depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle.

Produit assez rare dans le monde, et d'assez grande valeur (bien que fluctuante), l'étain bolivien est extrait dans des conditions infra-humaines, à 4000 mètres d'altitude, autour d'Oruro (Uallagua, San José, Siglo XX, Catavi). On en extrait moins aujourd'hui qu'il y a 50 ans. Cependant la Bolivie occupe encore le troisième rang mondial, et l'étain exporté représente encore environ 65 % de ses entrées de devises.

Si à ce "métal du diable", on ajoute l'or de Tipuani, l'argent, le tungstène, l'antimoine, le cuivre, le plomb, le zinc, et également le pétrole et le gaz qui jaillissent sur l'Altiplano comme au pied des Andes, sur le versant oriental, dans la province de Santa Cruz et Tarija, on constate que les minerais et les hydrocarbures représentent toujours plus de 90 %, voire 95 %, de la valeur des exportations. Les réserves, dans le sous-sol, sont considérables (fer et zinc, en particulier).

La Bolivie demeure donc un pays exportateur de matières premières brutes. C'est là un des signes les plus manifestes de son état de sous-développement, et de son état de dépendance.

L'industrie, à peine sortie du stade artisanal, ne commence à se développer qu'autour de la Paz, Oruro et Cochabamba, mais son départ est désormais indiscutable (Indice de la production industrielle en 1958 : 100, et en 1967 : 172). Il s'agit d'une industrie légère.

Le pays doit importer non seulement des machines et des outils, mais aussi des tissus, des vêtements, et des produits alimentaires : blé, lait, riz, huiles comestibles, etc... En 1968, par exemple, les importations de nourriture se sont élevées à 27 millions de dollars, accroissant le déficit de la balance commerciale.

La paysannerie indienne des hauts plateaux continue à vivre d'une agriculture de subsistance, en autarcie, bien que les marchés locaux se développent. Mais le contraste grandit entre elle et la paysannerie blanche des plaines orientales. Une partie de celle-ci dispo-

se d'immenses domaines, non démembrés par la Réforme agraire (1952) et de plus en plus travaillés selon les critères d'une agriculture de type capitaliste : ils sont consacrés à l'élevage des bovins dans le Béné, et à la culture lucrative de la canne à sucre, du coton, du riz et des fruits tropicaux dans la province de Santa Cruz.

## LE NIVEAU DE VIE LE PLUS BAS DU CONTINENT.

Mais le sous-développement n'apparaît pas seulement dans le maintien archaïque de latifundias inexploités et de minifundias désastreux, il apparaît cruellement et concrètement, dans la sous-alimentation chronique d'une population à qui il manque constamment de 1000 à 1500 calories en moyenne par personne et par jour ; dans la très faible consommation de viande et de lait (10 litres par personne et par an ! - la moyenne latino-américaine, déjà insuffisante est de 60 litres dans les mêmes conditions) ; dans l'usage abondant des drogues chargées de calmer la faim et à faire oublier la détresse (la coca, bien sûr) ; dans l'espérance de vie encore très mince (inférieure à 50 années) ; dans l'analphabétisme qui atteint un des taux les plus élevés d'Amérique latine (près de 70 %) ; dans le chômage (de l'ordre de 15 % de la population active) et dans l'exode, hors des frontières, vers l'Argentine, le Brésil ou le Pérou, d'un demi-million de Boliviens ; bref, dans le niveau de vie le plus bas du continent, Haïti mis à part.

On a fait grand état de la "croissance" régulière et rapide (5 % annuel) du Produit National Brut bolivien. Cela ne soit pas faire illusion. Les difficultés économiques du régime de Banzer en témoignent. De toute façon cette "croissance" n'a nullement contribué à rompre l'état de dépendance de la Bolivie, lequel ne fait qu'accroître son état de sous-développement. L'économie bolivienne reste largement tributaire de "l'aide" directe des Etats-Unis, des crédits des organismes bancaires internationaux (non désintéressés), des investissements étrangers et du contrôle par les monopoles du prix de ses produits d'exportation. Le gouvernement de Torres avait pourtant essayé d'en finir...

Le sous-développement (qu'on appellera comme on voudra, soit dit en passant) n'est pas étranger non plus aux conditions de la vie politique bolivienne. Au niveau local et régional, les "caciques", hobereaux apprentis caudillos, font l'électorat. Au niveau national, l'armée (pas toujours unie) supplée et entretient la défaillance des partis représentatifs ; et au niveau national aussi se fait sentir le poids déterminant des "conseillers" nord-américains, relayés par quelques "conseillers" brésiliens. Dans les domaines de l'armée (Rangers), du Renseignement (CIA) de l'économie (capitains, et experts), de la politique (par l'entremise de l'Ambassadeur), les Etats-Unis, partout présents, commandent.

Ce retard dans la voie de la démocratie, et de l'indépendance réelle, rend compte des changements épi-

sodiques et superficiels qui ont jalonné l'histoire douloureuse de ce peuple, détenteur d'un autre triste record mondial : celui des Coups d'Etat. Mais dans cette marche, tout n'a pas été vain. De grands pas ont été accomplis à certains moments, en 1952, et

en 1970, par exemple. De grands bouleversements peuvent s'y produire prochainement.

Paul Estrade

Maître-Assistant à l'Université de Paris VIII.

## L'économie bolivienne en quelques chiffres

### TABLEAUX

(Empruntés à l'étude de M. Jean-Pierre Bernard (cf. Bibliographie),  
Maître de conférences à l'Institut d'Etudes Politiques)

1 — Produit National Brut par habitant  
(en dollars US et à prix constants de 1966)

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
Bolivie	132	136	142	145	149	156	162
Moyenne latino-américaine	382	385	384	397	406	411	419

2 — Comparaison sectorielle du Produit Intérieur Brut  
et de la répartition de la population active

	P.I.B. (1968) en %	Population active (1965) en %
Agriculture - Elevage	23	48,7
Industrie	12	} 5,6
Energie	2	
Mines	9	
Pétrole	8	0,3
Construction	7	5,8
Commerce et Finances	12	5,3
Transports	8	2,9
Services	7	8,9
Gouvernement	9	2,8
Propriété immobilière	3	—
Sans emploi	—	17

3 — Balance commerciale  
(chiffres de 1967 - en millions de dollars US)

Importations		Exportations	
Produits alimentaires et tabac	30,9	Etain	90
Matières premières	26,2	Tungstène	8
Biens de capital	54	Argent	6,7
Autres produits manufacturés	39,9	Cuivre	6,4
		Antimoine	6,4
		Plomb	5
		Zinc	4,6
		Produits non miniers	17,7
Total	151	Total	144,8
Déficit (1967) : 6,2 millions de dollars			

Il ne saurait être question de retracer ici trois siècles d'histoire coloniale ni un siècle d'histoire "républicaine". Cette dernière est en surface une suite de soulèvements militaires et de bouleversements violents (187 en 146 ans !) mais au fond les changements n'ont guère porté que sur les personnes. Les "caudillos" s'en donnèrent à cœur joie, bien entendu sans jamais mettre en cause le pouvoir des seigneurs de la terre et des barons des mines, dont ils étaient l'instrument politique dans les conditions persistantes d'une économie pré-capitaliste. Le pays, fermé à toute évolution, vaincu trois fois sur les fronts chilien, brésilien, et paraguayen, isolé et dépecé, prison de peuples humiliés, s'enfonça dans le Moyen Age. C'était l'époque où d'un trait de plume la reine Victoria rayait la Bolivie de la carte du Monde !

# LA BOLIVIE ET LA LUTTE ANTI-IMPERIALISTE \*

L'explosion finit par se produire. La révolution d'avril 1952, balaie l'oligarchie au pouvoir ("La Rosca"). Les mines sont nationalisées et la Comibol, (Corporation minière bolivienne) créée. La terre est répartie et la réforme agraire liquide les vestiges du servage. L'armée est démantelée, les milices ouvrières et paysannes mises sur pied pour défendre ces conquêtes, et le droit de vote est enfin donné aux analphabètes (70 % de la population). Point de doute, avant la révolution cubaine de 1959, la révolution bolivienne fait figure de révolution radicale. Elle s'accomplit avec l'appui massif du prolétariat minier et de la paysannerie indigène sous la direction du Mouvement National Révolutionnaire (M.N.R.).

Mais le gouvernement du M.N.R. se discrédite assez vite. Le président Paz Estenssoro, leader de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie nationaliste, en vient rapidement à freiner et même à réprimer le mouvement populaire, à abandonner les plans d'industrialisation et à céder aux pressions nord-américaines. D'où pour affronter le mécontentement d'un peuple trahi dans ses espérances nationales et démocratiques, l'appel au coup de force et à l'homme providentiel, le général d'aviation René Barrientos.

Une junte militaire s'empare du pouvoir en novembre 1964. Un régime foncièrement réactionnaire s'installe. D'une part, il livre l'économie aux monopoles nord-américains, en premier lieu la recherche et l'exploitation minière et pétrolière, tandis que se trouvent sacrifiés les entreprises d'Etat (Comibol - YFPB) (1). Mais d'autre part, comme la crise s'aggrave, ponctuée de licenciements de mineurs d'étain et de hausses du coût de la vie, l'opposition s'amplifie à laquelle la dictature barrientiste n'offre pour toute réponse que la répression. Le palmarès de l'armée "pentagoniste" s'enrichit : aux massacres de mineurs (1965 et 1967), s'ajoute le massacre des guérilleros du "Che" Guevara et l'assassinat du héros latino-

américain. Mais le régime tient, d'autant plus que la paysannerie trompée vole au secours de la bourgeoisie, faible mais unie face aux forces démocratiques désunies.

Après "l'accident" mortel de Barrientos en avril 1969, le vice-président civil qui lui succède n'assume qu'un interrègne. L'homme fort, naturellement c'est le commandant en chef de l'armée, le général Alfredo Ovando. En septembre 1969, devant les élections présidentielles auxquelles il est candidat, il occupe sans coup férir le palais Quemado.

Le Gouvernement civilo-militaire qu'il constitue bien qu'émanant d'un "gorille" patenté, n'en prend pas moins des mesures qui tranchent avec la politique précédente. Plusieurs décisions importantes immédiatement appliquées, visent à la récupération des richesses nationales : abolition du code du pétrole, nationalisation de la Bolivian Gulf Oil Company, commercialisation par l'Etat de toute la production minière, rétablissement de relations commerciales et diplomatiques avec des pays socialistes. Un retour à la vie démocratique s'effectue ; fin de l'occupation militaire des mines, restauration des libertés syndicales et politiques.

Comment expliquer ce revirement ? L'exemple de la junte péruvienne a pu jouer, mais les motivations sont avant tout internes. Chez certains cadres de

(\*) Nous remercions la revue *I.T.C. actualité* (n°24 avril 72) de nous avoir autorisé à reproduire ici de très larges extraits de cet article de notre ami Paul Estrade.

(1) Y.P.F.B. : yacimientos petroliferos fiscales bolivianos. C'est l'entreprise d'Etat dans le secteur pétrolier.

l'armée, n'y a-t-il pas eu une réaction contre le rôle répressif ingrat qu'on leur faisait tenir ? Mais il y a eu surtout la nécessité, face à la crise, de prendre des mesures radicales conformes aux intérêts du capitalisme national, et conformes également aux revendications anti-impérialistes qui se manifestent en Bolivie comme dans tout le continent.

Toutefois, Ovando ne persévère guère dans cette voie nouvelle. Le régime évolue à droite. Les mesures de caractère anti-impérialiste ne sont pas poursuivies, la Gulf Oil, par exemple se voit proposer une généreuse indemnisation. Les ministres progressistes sont éliminés. Aussi l'opposition populaire

se développe-t-elle de juin à septembre 1970, et la répression frappe à nouveau ouvrier, étudiants, prêtres, guérilleros de Teoponte.

Ovando n'a plus le soutien réel. Le moment semble propice à un coup de force pro-fasciste. Aidé par l'ambassadeur nord-américain le général R. Miranda en prend la tête en octobre 1970. Mais pour la première fois dans l'histoire des luttes boliviennes, une formidable force populaire s'interpose. La grève générale désarme Miranda et ses acolytes, et le général Torres, qui dans l'épreuve avait fait corps avec le peuple, est littéralement porté par celui-ci à la direction du pays.

## ASPECTS NOUVEAUX ET POSITIFS AU GOUVERNEMENT TORRES

Ancien chef d'Etat-Major adjoint, révoqué par Barrientos en 1968, le général Juan José Torres reprend la politique des premiers mois d'Ovando, dans des conditions moins ambiguës, et plus franchement démocratiques. Disposant d'un soutien plus large et plus résolu, il veut et il peut aller plus loin.

Dans le domaine économique et politique, tout en acceptant lui aussi d'indemniser la "Gulf Oil" (mais seulement à partir de 1973) le gouvernement Torres prend de nouvelles mesures anti-impérialistes.

Il rend à la nation la très importante mine Matilde, aux réserves en zinc considérables, exploitée par la "Philips Brothers". Il décide d'annuler les concessions accordées à la société pétrolière "U.S. Bolivian Atlantic Corp.", il nationalise trois grandes sucreries, il exproprie les locaux appartenant à des "missions" nord-américaines, etc. Ces initiatives s'accompagnent d'un vaste programme d'industrialisation pour faire sortir le pays du sous-développement, la pétrochimie et la sidérurgie devant rapidement dégager les excédents financiers indispensables.

Cet objectif implique non seulement un contrôle national des matières premières et de l'énergie, il suppose aussi des investissements considérables et des capacités techniques qui ne se trouvent pas en Bolivie. Aussi, pour créer l'infrastructure industrielle, le gouvernement Torres s'adresse-t-il à tous les pays. Des accords sont passés avec l'Espagne, l'Italie, la France (avec la société Sofrebail, en vue de la modernisation du réseau ferroviaire), le Japon, l'Argentine et d'autres avec les pays socialistes, la Yougoslavie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et l'URSS. Celle-ci ne se contente pas d'acheter à la Bolivie de l'étain (sa principale exportation depuis un demi-siècle) elle s'engage à investir 27 millions de dollars dans l'installation de fonderies et autres usines de transformation de l'étain, du zinc, de l'antimoine et du fer. Il faut dire également que dans le même temps, le gouvernement Torres continue à solliciter les organismes bancaires interaméricains, dépendant tous de Wall Street, comme par exemple la BID (2) qui aurait consenti à prêter 41 millions de dollars pour le développement du réseau routier et la construction d'un gazoduc.

Sur un autre plan, les libertés syndicales et politiques deviennent une réalité. Régis Debray sort de prison. Les crimes et la corruption des régimes antérieurs sont dénoncés, par exemple le trafic clandestin d'armes avec Israël d'un montant de 50 millions de dollars, couvert par Barrientos et Ovando. Le journal ultra-conservateur "El Diario" doyen de la presse bolivienne, passe aux mains d'une coopérative ouvrière.

N'oublions pas que ces libertés à peu près entières pour la première fois en Bolivie, ont été arrachées par une longue lutte. Que le Parti Communiste de Bolivie, fondé seulement en 1950, n'ait pu respirer qu'en 1970 (3) en dit assez sur le carcan qui a pesé continuellement sur ce peuple.

Par ailleurs, le gouvernement bolivien envisageait sérieusement de renouer les relations diplomatiques avec Cuba et le Chili, comme il venait de le faire avec la majeure partie des pays socialistes.

Ces premiers pas, même hésitants et séparés de pauses déconcertantes, semblaient constituer autant de raisons d'espérer et de lutter, autant de raisons de soutenir l'orientation anti-impérialiste et démocratique du gouvernement de J.J. Torres.

Cependant, les blindés du général Banzer parvinrent assez aisément à renverser le jeune régime. Il est vrai qu'au dernier moment les ouvriers d'Oruro et La Paz, et les étudiants de San Andreo, n'eurent que leurs poings, quelques armes légères, et leur courage pour affronter les tanks et les avions d'une armée passée pour l'essentiel dans le camp antigouvernemental (4).

(2) B.I.D. : Banque interaméricaine pour le développement.

(3) En juin 1971, le P.C.B. a pu tenir son III<sup>e</sup> congrès.

(4) Seul le bataillon "Colorados" commandé par le major Ruben Sanchez s'est rangé résolument aux côtés de Torres.

## LE 22 AOUT 1971 LA CONTRE REVOLUTION L'EMPORTE

La trahison saute aux yeux, mais la surprise n'est pas à invoquer. Depuis des mois, il était notoire qu'un coup de force se tramait, Torres l'avait publiquement dénoncé à plusieurs reprises en faisant appel à la vigilance révolutionnaire du peuple. Finalement en vain. Alors que s'est-il passé

Le "golpe" perpétré par l'armée est avant tout l'oeuvre des forces rétrogrades, au premier rang desquelles on placera les officiers barrientistes et les agents de l'impérialisme nord-américain. Ces éléments, attachés dès le début au sabotage du nouveau régime, ont pu compter sur les politiciens et les démagogues des deux principaux partis de la bourgeoisie, naguère ennemis, aujourd'hui réconciliés, le M.N.R. de plus en plus à droite malgré ses allures populistes, et la F.S.B. (phalange socialiste bolivienne) de tous temps située à l'extrême-droite.

La prise du pouvoir a été préparée par une rébellion dans le département oriental de Santa Cruz. Cette région réunissait pour les comploteurs une série d'avantages. Elle est potentiellement riche par son fer, son pétrole, et son agriculture qui repose sur de grands domaines (l'un d'eux appartient à Hugo Banzer !). Des sentiments autonomistes, voire séparatistes, y existent depuis longtemps : plus ou moins colonisée par les Portugais (alors que le reste du pays le fut par les Espagnols) cette zone a tendance à se tourner vers le Brésil, dont l'influence ici est grande. Région de colonisation blanche dans un pays peuplé à 85 % d'indiens et de métis, c'est là aussi que la F.S.B. (mouvement pro-fasciste dans lequel l'on salue le bras tendu) recrute le gros de

ses troupes : son chef Mario Gutierrez, est un avocat de Santa Cruz.

Précisons enfin que ce fut la région choisie par les "commandos" pro-chinois d'Oscar Zamora pour procéder à des occupations-surprise de terres, indépendamment des conditions et de l'état des luttes paysannes.

Que le C.I.A. et le Pentagone aient prêté leur concours ne saurait surprendre. Mais il ne s'agit pas d'une simple spéculation. "The San Francisco Chronicle" indique qu'un million de dollars avait été dépensé par l'agence d'espionnage nord-américaine dans cette affaire. "The Washington Post" publia même l'aveu suivant, à la une : "l'important succès du coup d'Etat de Bolivie a été rendu possible grâce à la participation marquante du major des forces aériennes des Etats-Unis, Robert L. Lundin". Celui-ci en effet, avait mis son émetteur-récepteur à la disposition des factieux pour qu'ils communiquent avec la capitale !

L'intervention brésilienne a été aussi décisive que l'immixtion nord-américaine dans le déroulement de l'opération de récupération de la Bolivie. Au fond, c'est presque la même chose... Le régime dictatorial des "maréchaux" se sent investi par Washington d'une mission d'ordre ! On a pu écrire qu'il y avait des tanks brésiliens peints aux couleurs de l'armée bolivienne dans le département de Santa Cruz, et que le général Bethlem, ex-ambassadeur du Brésil à la Paz, fit remettre 100.000 dollars à Banzer.

## LES FAIBLESSES ET LES DIFFICULTES DU GOUVERNEMENT TORRES

Il est clair que le général Torres, malgré ses propos anti-impérialistes répétés et sa prétendue fermeté, n'a pas mené dans l'armée, la police, les services secrets, l'épuration que les circonstances exigeaient, laissant ainsi aux mains des ennemis de sa politique un grand nombre de postes de décision. Parallèlement il n'a laissé aux masses travailleuses aucune participation à l'exercice du pouvoir politique ni à l'administration du pays.

La fuite des capitaux, les pressions financières de l'impérialisme, les difficultés créées par l'oligarchie menacée, ne permirent pas au gouvernement Torres, en quelques mois, de surmonter la crise économique latente héritée de Barrientos (5) : les classes moyennes, agitées par le M.N.R. et la F.S.B. firent porter au régime la responsabilité de l'aggravation de la situation ainsi que la responsabilité des désordres, plus imaginaires que réels en vérité.

Ce qui est vrai, par contre, c'est que les putschis-

tes ont trouvé un aliment substantiel dans le comportement d'éléments irresponsables, principalement trotskistes, comme il faut bien constater que dans le développement du mouvement populaire "d'appui critique" au général J.J. Torres, la part de la "critique" l'a emporté sur celle de "l'appui".

Malgré l'existence d'un commandement des forces populaires, relayé à partir de juin par l'Assemblée populaire elle-même, le mouvement paysan demeuré sous le contrôle du M.N.R. n'a que peu progressé dans la voie de l'alliance avec le prolétariat (6) et

(5) Un exemple, le chômage atteint 10 % de la population totale, estimée aujourd'hui à 4 millions et demi d'habitants.

(6) Ceci, en dépit de la constitution d'une "fédération indépendante des paysans" détachée de la "confédération des paysans" obéissant aux caïques du M.N.R. et de l'armée.

la division du mouvement ouvrier bolivien est restée une réalité s'ajoutant à sa faiblesse numérique (conséquence du sous-développement) et à sa faiblesse idéologique. Trois partis trotskistes, un parti maoïste, et d'autres groupes, que le jeune P.C.B. n'a pas la force de contrecarrer efficacement, sèment la discorde et le désarroi, en se réclamant du marxisme et de la révolution, en prêchant le tout ou rien, et l'action directe, en se délectant des accusations de "réformiste" et de "bourgeoisie" lancées avec éclat contre le gouvernement Torres : "Ni Torres, ni Banzer, la Révolution" sera la consigne de certains d'entre eux au moment décisif, ce qui aura pour résultat logique la victoire de la... contre-révolution !

Alors que tout commandait d'unir les forces progressistes, avec le courant nationaliste de l'armée, à quoi pouvaient conduire la proposition pressante de passage immédiat au socialisme, l'occupation de terres à Santa Cruz, la menace de reprise des guerillas, l'installation à la Paz d'une Assemblée Populaire entourée de véritables "gardes rouges", dirigée par le président de la C.O.B. Juan Lechin (7), devenue le théâtre de grandes déclarations ultra-révolutionnaires, et de nombre d'illusions réformistes (entre autres, celle de détenir le pouvoir ouvrier, et une part du pouvoir d'Etat !) ? Oui, à quoi tout cela

pouvait-il conduire, si ce n'est à la naissance d'une "grande peur" parmi les classes moyennes urbaines, à l'isolement et à l'affaiblissement du président Torres et en fin de compte à la défaite du mouvement ouvrier et démocratique ? Sans compter qu'une propagande anti-militaire, inopportune de la part de ces mêmes éléments gauchistes, présentant l'armée comme un tout, et un tout conservateur et répressif, trouvait des échos chez un peuple qui a trop souvent souffert des militaires, et minait le prestige du président en place.

Voilà pourquoi ramener la chute du général Torres au simple conflit d'une fraction de l'armée contre une autre (face auquel le peuple ne pouvait que rester indifférent) ou bien à la lutte inégale du pot de terre (un peuple désarmé) contre le pot de fer (une armée bien équipée) relève d'une analyse insuffisante. De même on ne saurait invoquer l'hésitation de Torres à armer le peuple pour faire comprendre pourquoi il n'a pas bénéficié d'une levée en masse de volontaires, sans se demander si cette hésitation ne s'expliquerait pas par le soutien parcimonieux que lui accordaient les masses. Ce débat, comme celui sur la voie révolutionnaire bolivienne, reste ouvert. Ce n'est pas nous qui allons proclamer d'ici l'orthodoxie de telle ou telle analyse, de telle ou telle stratégie.

## LE FRONT REVOLUTIONNAIRE ANTI-IMPERIALISTE

Depuis août 1971, la réaction gouverne en Bolivie. Les instigateurs du coup ont déjà perçu leur salaire. Il n'est plus question de nationalisation du pétrole, ou du commerce des minerais. La braderie recommence : fer du Mutun, antimoine, zinc de la Mine Matilde, mine Pucro, etc. Les capitaux nord-américains et brésiliens, vont pouvoir agir à leur guise.

Le retour en arrière est net, et particulièrement symbolique au niveau des "nouveaux" dirigeants... au passé bien connu. Dans un gouvernement civilo-militaire où s'équilibrent, jusqu'à quand ? les représentants du M.N.R. et ceux de la F.S.B., le colonel A. Selich (qui couvrit l'assassinat de Che Guevara) a pu obtenir le ministère de l'Intérieur (8), et le fasciste Mario Gutierrez, celui des Affaires Etrangères. Le général Rogelio Miranda est devenu responsable de la Comibol ! "Le Diario" a été rendu à ses anciens propriétaires. Les Universités sont fermées jusqu'en mai. Des camps d'internement ont été rouverts dans la jungle du Beni. Les arrestations continuent ; récemment vingt patriotes dont trois militants du P.C.B. (au nombre desquels le recteur de l'Université d'Oruro) ont été appréhendés dans la région d'Oruro, sans qu'aucune charge soit retenue contre eux. Ainsi se chiffrent par centaines, non jugés et maltraités, les incarcérés et les déportés, sur lesquels pèse le lourd silence de l'oppression fasciste. L'un d'entre eux, hospitalisé à l'agonie : René Higuera del Barco, dirigeant de la C.O.B. Combien d'autres dans son cas ?

Klaus Barbie, le chef de la Gestapo de Lyon, a tout naturellement trouvé beaucoup de compréhension et d'appuis dans ce régime qui traque les patriotes. Rien d'étonnant.

Cependant le régime a du mal à imposer toute sa ligne de trahison nationale. Il doit tenir compte des nécessités, et du courant qui poussait à une industrialisation rapide et à des rapports avec tous les pays, quel que soit leur régime.

Cependant la répression et l'arbitraire cachent mal ce qui se passe dans le pays où la résistance prend forme. Les mineurs d'étain de Siglo XX et Huanuni, bravant Banzer, ont élu aux postes syndicaux responsables, des dirigeants révolutionnaires. Un secteur du M.N.R. vient de se désolidariser de Paz Estensorro : le M.N.R. "Rebelle" est né. Le cardi-

(7) A la tête de la centrale ouvrière de Bolivie (COB) se trouve Juan Lechin, qui fut dans le passé le leader trotskiste des mineurs, et puis vice-président de la République derrière Paz Estensorro ! L'assemblée populaire comptait 218 membres et une majorité de militants syndicalistes. Le PCB n'y avait que deux délégués.

(8) A l'occasion d'un remaniement ministériel, Selich vient d'être éliminé, et affecté comme ambassadeur du Paraguay. Mais son successeur est le beau-frère de R. Miranda. Rien de mieux.

nal Maurer, chef de l'Eglise bolivienne, a pris position contre la poursuite de la répression. Mais l'élément le plus intéressant de l'évolution politique, c'est l'existence du "Front Révolutionnaire Anti-impérialiste".

Constitué en novembre au Chili, il regroupe les "Forces Révolutionnaires Armées" fidèles à J.J. Torres et au major Sanchez, et les huit partis et organisations politiques de gauche, dont le Parti communiste et le Parti socialiste. C'est lui qui dirige la lutte - aux formes multiples - contre la dictature et contre la main-mise impérialiste.

Il a lancé un appel à la solidarité internationale qui

ne saurait rester sans écho en France.

Dans cette période d'essor du mouvement révolutionnaire en Amérique latine, le coup d'Etat en Bolivie apparaît comme un coup d'arrêt local. A lui seul, il n'infirmes pas le sens de l'évolution politique actuelle sur le continent, où par les voies les plus diverses les peuples s'efforcent d'obtenir leur "seconde indépendance". Il confirme cependant que la lutte reste âpre, et que les impérialistes n'ont pas renoncé à reconquérir leurs positions et privilèges perdus, ni en Bolivie, ni au Chili, ni à Cuba, ni ailleurs.

Paul Estrade.

## l'économie bolivienne en quelques chiffres (suite)

4 - Clients et fournisseurs (données de 1967)

Origine des importations en %		Destination des exportations en %	
USA	41,5	Royaume Uni	42,9
RFA	11,7	USA	39,2
Japon	12,1	RFA	5,3
Argentine	6	Japon	2,1
Royaume Uni	4,6	Pays-Bas	1,2
Divers	24,1	Divers	9,3

5 - Production pétrolière (en milliers de m<sup>3</sup>)

	1950	1958	1961	1964	1967	1968
Pétrole brut	98	546	475	523	2309	2384
Pétrole raffiné	39	375	357	468	605	(634)

6 - Evolution de la production de quelques denrées  
(en milliers de tonnes métriques)

	1958	1961	1964	1967	1968
Pommes de terre	592	516	561	519	597
Maïs	263	301	334	365	378
Manioc et patate douce	—	147	151	191	211
Riz décortiqué	30	24	33	39	45
Canne à sucre	220	543	1163	1130	1254
Blé	—	35	58	27	45
Café en grains	—	4	7,4	8,2	9,5
Coton en fibre	—	1	1,8	2,8	3,5
Bananes	—	138	216	269	285

## UN AN APRES MON RENVERSEMENT

par le Général Juan José TORRES

*Le penseur le plus illustre qu'ait eu la Bolivie, Franz Tamayo, a dit une fois : "On n'est pas impunément puissant". Un an après mon renversement, la dictature fasciste que l'impérialisme a imposée au pays par l'intermédiaire de son plus brillant agent continental, commence à comprendre la signification profonde de cette phrase. Le peuple bolivien sort du cauchemar qui l'a anéanti durant ces longs mois, et il recommence à lutter pour sa libération. Il retourne sur le champ de bataille avec une expérience enrichie par l'implacable vérité des faits.*

*J'ai gouverné la Bolivie pendant 318 jours et pendant ce temps là je n'ai pas souillé mes mains avec le sang du peuple. Aucun ouvrier, aucun universitaire, aucun soldat patriote, n'a été poursuivi, emprisonné ou exilé en vertu de mes ordres. De même, pendant ces jours-là, ni moi, ni les hommes qui étaient à mes côtés au sein du gouvernement, nous ne nous sommes enrichis du labeur de la nation. Tout ce que j'ai fait, de bien ou de mal, ce fut d'ouvrir à la nation les portes de la dignité, et lui offrir une alternative d'intégration politique, sociale et économique, face aux forces qui déjà se montraient menaçantes pour la souveraineté du pays et qui voulaient l'assujettir et le soumettre à une dictature. La vieille thèse, reprise par la revue nord-américaine "Time", de trouver une solution aux problèmes de la Bolivie dans un dépeçage de son intégrité territoriale - une thèse que de nombreux Boliviens se refusaient alors à considérer comme vraie -, surgit brutalement, sinistre réalité, le jour où une camarilla de politiciens au rancart et un groupe de militaires vendus s'acoquinèrent dans l'ancre de la CIA pour ourdir le complot qui m'expulsa du pouvoir après trois jours de lutte sordide, sanglante et inégale.*

*Douze mois se sont écoulés, et il est temps de tirer au clair certaines choses : la Bolivie est un pays dont la situation géographique au centre de l'Amérique du Sud lui confère une importance vitale pour l'avenir du continent. Sans exception, tous les courants politiques et économiques qui disputent l'hégémonie du monde comprennent cette situation. Aussi n'est-il pas surprenant que cette nation, bien qu'elle soit petite du point de vue démographique et économique, ait été et soit encore le champ des expériences idéologiques les plus dramatiques d'Amérique latine. Tous les courants de la pensée politique mirent à l'épreuve, dans notre patrie, la validité de leurs hypothèses. Toutes les forces financières du capital international se disputèrent à coups de dents chaque part de ses ressources naturelles. Chacune des guerres qu'a connues la Bolivie a eu pour objectif suprême l'accaparement de ses matières premières. Cet acharnement vorace a engendré un processus d'instabilité depuis les origines mêmes de la République, quand l'oligarque natif qui succéda au colonisateur espagnol fut incapable d'organiser la nation, et qu'il devint plutôt l'agent intermédiaire de toutes les aventures et toutes les usurpations qui ont réduit de moitié la superficie du pays.*

*Le coup de force du 21 Août de l'an passé a été la dernière de ces agressions ; sous le prétexte d'une restauration de l'ordre institutionnel réactionnaire, il a été exécuté par les sarpes que l'impérialisme désigne à tour de rôle. Il est temps, également, de dire quelque chose de définitif sur ma présence au gouvernement : je n'ai pas accédé au pouvoir par un coup d'Etat.*

*Je ne suis pas arrivé à la première magistrature sous le signe de la trahison. Quand le 6 Octobre 1970, avec la ferme adhésion de quelques unités militaires conscientes de leur devoir patriotique, je décidai d'organiser la résistance nationale contre un coup d'Etat militaire - financé par la GULF et la CIA comme il a été prouvé - le peuple m'offrit son appui. J'obtins la victoire, et ce même peuple massé sur la place Murillo, fit de moi son Président. A ce moment-là, au milieu de l'euphorie des ouvriers, des soldats, des paysans et des universitaires, j'ai compris que la Bolivie n'avait et n'a qu'une seule alternative pour affronter avec succès son avenir indépendant : l'alliance de ses classes exploitées, et au sein de cette alliance, la participation des Forces Armées dans leur tâche spécifique de sauvegarde de la souveraineté et de défense du peuple. J'ai alors parlé des quatre piliers sur lesquels repose la révolution : la classe ouvrière, la paysannerie, les classes moyennes d'accord avec le processus, et les militaires révolutionnaires. L'impérialisme comprit immédiatement la vigueur et la puissance de cette unité, et il se mit à déployer toute sa capacité offensive pour la briser. La droite réactionnaire exhuma de ses combles la bannière de l'anticommunisme, et l'impatience extrémiste lui fournit la justification de sa campagne.*

*Je ne veux pas dresser d'accusations, pas plus que je ne veux taire les responsabilités, en cette heure où, à nouveau, le peuple bolivien, douloureusement frappé par l'adversité, reprend sa lutte contre la tyrannie ; un an de dictature est plus que suffisant pour en faire le bilan. Les prisons ont été remplies de patriotes. Les casernes ont été transformées en centres de torture. Les murs des universités ont servi à fusiller. On n'a respecté personne ; pas même la vieillesse n'a été un obstacle à la démesure des tueurs. Des femmes et des enfants ont été enfermés dans les geôles de la police. Le simple lien de parenté familiale est devenu une preuve de filiation politique. Jamais jusqu'ici la Bolivie n'avait souffert de tant de terreur, de tant de persécution et de tant d'impuissance face aux troupes revanchardes du fascisme. Et au cours de ces sombres et cruelles journées, ceux qui spéculaient sur ma chute, comptant sur ce bouillon de culture pour polariser les tensions et forcer le chemin historique de la Bolivie par un brusque saut dans l'utopie, firent la démonstration qu'ils n'avaient ni l'organisation ni la force dont ils se vantaient, quand poussés par leur impatience ils affaiblirent le gouvernement et facilitèrent le coup de la réaction. Toute cette amère expérience a servi, cependant, à enrichir la conscience politique du peuple bolivien, et particulièrement, celle de sa classe ouvrière.*

*Le gouvernement a laissé se répandre la misère collective en diminuant le pouvoir d'achat des salaires par l'élévation du coût de la vie. La crise pèse très durement sur le dos de ceux qui ne vivent que de leur solde ou de leur salaire, et qui n'ont pas accès aux grandes affaires du régime. Les universités restent fermées, et les étudiants ont perdu deux années consécutives de leur formation professionnelle. Les paysans des vallées et des plaines orientales ne peuvent s'organiser en coopératives qui leur permettraient de coloniser de nouvelles terres, et il ne leur reste d'autre voie que celle de se mettre au service des nouveaux maîtres de la terre dans leurs grandes entreprises agricoles. Les officiers et les soldats se sentent honteux de leur rôle de bourreaux et de*

geôliers face au silencieux mépris qu'ils sentent dans la société bolivienne. Le peuple tout entier se voit frustré de ses rêves d'industrialisation des matières premières, et il observe comment les grandes réserves de zinc, de fer, d'antimoine et de pétrole passent en des mains étrangères.

De profonds sentiments de crainte assombrissent l'esprit des vrais patriotes qui voient comment certains groupes séparatistes, dissimulés derrière les panneaux des aspirations régionales, préparent le démembrement de l'unité territoriale. La crise est totale en Bolivie. L'Eglise outragée a élevé sa voix pour protester et

dénoncer l'unicité régnante. Le secteur privé national lui-même, qui a encouragé et financé l'aventure, ne se sent pas tranquille, car de nouveaux entrepreneurs, venus d'autres latitudes, s'emparent des filons les plus riches du patrimoine national. Le "miracle" technocrato-militaro-populiste que l'impérialisme a essayé sur le continent, ne se reproduit pas sur l'Altiplano.

Le régime commence à s'écrouler (.....)

(Ce document est daté du 21 Août 1972, Nous en avons traduit tout le début)

## L'économie bolivienne en quelques chiffres (suite et fin)

7 — Evolution de la production minière (en milliers de tonnes)

	1958	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Etain	20,6	22,6	24,7	23,4	26,5	28,4	29
Plomb	22,3	19,3	16,9	16,4	19,8	20,3	21,7
Zinc	9,1	4,3	9,6	13,6	16,1	16,8	11,3
Cuivre	3	3	4,7	4,7	5,8	6,1	7
Antimoine	2,1	7,5	9,6	8,7	10,7	11,5	11,1
Tungstène	1,4	1,4	1,2	1,1	1,6	2	2

8 — Exportation de minerais C.I.F. (en millions de dollars)

	1952	1961	1964	1967	1968	1969
Etain	84,8	50,5	80,9	90,9	92,5	102,4
Antimoine	4,2	2,2	5,5	6,4	6	11
Tungstène	14,2	2,3	1,4	8	9,7	11,1
Argent	6	3,6	6,2	6,7	11,2	10,8
Cuivre	2,9	1,3	3,2	6,4	7,7	10,9
Total général	137,7	68,7	107,8	131,3	138,9	167



# LA BOLIVIE DE BANZER A L'ECOLE DU BRESIL DES "GORILLES"

## L'ORGANISATION DE LA REPRESSION

Le 26 Septembre 1972, le Comité Franco-Bolivien, sous la signature de M. Jacques Beaumont, a adressé à la Croix-Rouge Internationale (à Genève), un dossier sur les conditions de détention de centaines de prisonniers politiques en Bolivie. Parmi les nombreuses pièces du dossier figuraient : une liste très concrète de cas de tortures, une liste incomplète de 252 prisonniers politiques, et une liste des camps d'internement, des locaux servant aux "interrogatoires", et des individus participant aux "interrogatoires". C'est cette dernière liste que nous reproduisons ci-après :

I - Liste des camps d'internement (souvent de véritables camps de concentration, dans des conditions climatiques épouvantables) :

- a) Viacha
- b) Chonchocoro
- c) L'île de Coati
- d) Achocalla
- e) Prisons centrales et départementales de la Direction Nationale d'Investigation (D.I.N.)
- f) Jungas
- g) Alto Beni
- h) Caravani
- i) Prison de Santa Cruz
- j) Prison d'Oruro

II - Liste des maisons "spéciales" destinées aux "interrogatoires" :

De nombreuses maisons ayant appartenu à des hommes politiques opposés au régime actuel ou à d'anciens fonctionnaires, sont occupées par des agents du Ministère de l'Intérieur et elles sont employées comme lieux de détention, où les prisonniers sont interrogés et torturés. C'est le cas à :

- a) La Paz
  - 1 - Maison située à l'angle des rues Haïti et Trinidad-Tobago (Miroflores)
  - 2 - Maison située rue Lara (san Pedro)
  - 3 - Maison située rue Rosendo Gutierrez (Sopocachi)
  - 4 - Maison située à l'angle de la Place España et de la rue Ecuador
- b) Cochabamba
  - 1 - Maison située rue España, face au théâtre Achá.

III - Liste des autorités qui participent aux "interrogatoires" et aux tortures :

- Le Ministre de la Santé : Carlos Valverde Barbery
- Le sous secrétaire du Ministère de l'Intérieur : "Chicho" Elio
- Le chef de la Direction Nationale d'Investigation : Abraham Baptista
- Un haut fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur : Andrés Ivanovic
- Fernando "Mosca" Monroy
- Les frères Alarcon
- "Negro" Chonemborg
- Ernesto Morant, chef de la Direction Nationale d'Investigation à Santa Cruz
- Wilhelm Razuk
- Juan Cassib
- Le capitaine Tito Vargas, chef de la Police.

## UNE EDIFIANTE INTERVIEW

INTERVIEW DE L'AMIRAL ALBERTO ALBARRACIN CRESPO  
(Commandant de l'Ecole de l'Etat Major Naval de Bolivie)

Cette interview a été accordée par l'Amiral, le 24 mars 1972, à plusieurs journalistes, qu'il a reçus "pieds nus sur le tapis moelleux, une serviette jaune nouée sur le ventre". Les extraits que nous publions des édifiantes déclarations faites par ce personnage, ont été traduits à partir de la version fournie par Sebastias Nery, dans le journal "Tribunal de Imprensa", de Rio de Janeiro, du 29 mars 1972.

— "Je suis ravi de la rencontre du Président Banzer avec le Président Medici ; ce sont deux grands leaders de l'Amérique latine".

— "Le Brésil, quel peuple extraordinaire, destiné à être le leader de l'Amérique latine. Lorsque les Chiliens et les Argentins viennent en Bolivie, ils ont des problèmes cardiaques ; les Brésiliens, par contre, s'y sentent chez eux".

— "Cette histoire que le Brésil est un pays impérialiste, est une intrigue infâme. Le quadrilatère Brésil, Argentine, Bolivie et Paraguay, doit être dirigé par le Brésil, parce que c'est un pays qui nous apportera beaucoup".

— "Un pays impérialiste est celui qui vit de la pauvreté des autres. Aucun riche n'aime vivre dans le quartier des pauvres. Pour cela le Brésil va enrichir toute l'Amérique latine pour n'avoir que des voisins riches".

— "La Bolivie a 4 millions d'habitants, 3 millions et demi sont des Indiens qui vivent sur l'or, mais dans un état tout-à-fait primitif. Il n'y a que 10.000 blancs tout à fait purs. Je sais que nous sommes une race inférieure. Moi, par exemple, j'ai 30 ou 40 % de sang aymara dans les veines et je me sens un homme inférieur, même quand je vais à Corumbá ou à Manaus (Brésil). Cette rencontre du Président Medici avec le Président Banzer peut avoir pour résultat un nouveau mélange de sangs en Amérique latine. Et nous, les Boliviens, nous allons avoir du sang supérieur brésilien, car le Brésil est le champion de la Coupe du Monde".

— "La Bolivie est comme un gâteau que les communistes veulent attraper et manger à l'heure qui leur plaît. C'est pour cela que le général Torres, sous le régime duquel je fus chef de la Marine, avait vendu la Bolivie aux communistes pour un million de dollars".

— "Le Brésil est un monstre. Quand les communistes lui piquent le pied, il les écrase d'une main".

N.D.L.R. - Un commentaire laconique du journaliste accompagne ce document : "L'amiral Alberto Albarracin Crespo ne boit pas". Ce qui veut dire sans doute qu'il n'était pas saoul au moment de l'entretien, et donc parfaitement lucide. Il fallait le préciser, n'est-ce pas ?

On notera que l'interview a précédé de peu "l'historique rencontre" de Corumbá, dans l'Etat brésilien du Matto-Grosso, entre les deux Présidents. Celle-ci a eu lieu le 4 avril. Le renforcement des liens entre le Brésil et la Bolivie se traduit par quelques mesures énumérées ci-après, qui sont en fait un renforcement de la pénétration économique et politique du Brésil, et un renforcement de la dépendance bolivienne : prêt de 10 millions de dollars pour le développement de la production cotonnière dans la région de Santa Cruz, offre d'avions de fabrication brésilienne conçus pour la lutte contre la guérilla, construction d'un gazoduc de Santa Cruz à Sao Paulo pour alimenter en gaz naturel les industries de cette dernière ville, construction de routes, ponts et bacs pour améliorer les communications routières, ferroviaires et fluviales entre "l'Orient" bolivien et le Brésil, contrats de recherche et d'exploitation adjugés à la compagnie brésilienne Petrobras en territoire bolivien, etc ...

## LA DEVALUATION D'OCTOBRE 72

Le 28 Octobre, devant l'effondrement économique (le trésor étant vide, les importations devaient cesser), le gouvernement de Banzer a décidé une brutale et importante dévaluation du peso bolivien. Il valait 1/12e de dollar légalement, 1/16e dans la pratique ; il a été réduit à 1/20e de dollar US. Parallèlement, les articles de première nécessité, déjà chers, ont subi des hausses incroyables en l'espace de quelques heures : le pain est passé de 0,20 centavos à 0,30, l'huile de 34 pesos à 50, le kilo de viande de 8 à 18 pesos, etc...

On comprend le pourquoi de l'effervescence !... Sans compter que des dirigeants de l'opposition avaient été préventivement arrêtés par les organismes de Sécurité de l'Etat... 14 personnes ont été blessées au cours des manifestations à La Paz. La protestation populaire a été si puissante que le gouvernement a donné l'ordre de publier la liste des personnes et organismes qui avaient acheté des dollars à la Banque Centrale à la veille de la dévaluation (naturellement connue des gros bonnets). Les journaux du 10 novembre, pour jeter du lest, ont fait connaître ces spéculateurs : le Ministre des Mines, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Education, le Secrétariat du Conseil de l'économie et de la planification, un ex-ministre, et le commandant en chef de l'Armée...

Le régime ne sort pas grandi de l'épreuve!

## UNE DEMARCHE DU COMITE FRANCE AMERIQUE LATINE

Profitant de la présence à Paris du Ministre de l'Education nationale de la Bolivie, venu représenter son pays à l'Assemblée Générale de l'U.N.E.S.C.O., le Comité France-Amérique latine lui a demandé une entrevue.

Une délégation du Comité France-Amérique latine, composée de MM. Dominique Lahalle et Alain Joxe, membres de son bureau ; Georges Fournial (PCF) ; Jacques Richel (CGT) et Dominique Taddéi (PS) a été reçue par le ministre de l'Education de Bolivie, M. Jaime Tapia Alipas, et lui a demandé des explications sur la répression politique dans son pays, notamment en ce qui concerne les enseignants.

Le Ministre a reconnu que des Recteurs d'universités sont emprisonnés, de même que de nombreux enseignants de tous les degrés, des intellectuels de toutes disciplines, et naturellement des militants ouvriers, paysans, étudiants. Il a reconnu aussi que beaucoup d'opposants au régime actuel du colonel Banzer sont proscrits du pays, et enfin que le camp de déportation de l'île de Coati, sur le Lac Titicaca, qui était abandonné depuis 1940, a été rouvert.

Le ministre bolivien justifie cette répression : il affirme que les emprisonnés et les déportés - qui selon lui ne sont qu'une centaine" - et les exilés, sont coupables d'avoir soit participé à la lutte armée contre le régime, soit de l'avoir encouragée par leur position politique ; il les classe tous d'ailleurs comme "communistes", qu'ils le soient ou qu'ils en soient les instruments.

Les délégués du Comité France-Amérique latine ont exprimé au ministre leur protestation contre les atteintes aux libertés civiques qui se poursuivent en Bolivie, et leur volonté d'obtenir la libération de tous les détenus politiques et une amnistie complète en leur faveur.



## UNE NOUVELLE ETAPE POLITIQUE COMMENCE

Après 14 mois de pouvoir, le gouvernement bolivien du colonel Hugo Banzer a affronté un violent mouvement des masses : grèves, manifestations de rues, occupations d'entreprises, heurts sanglants entre les ouvriers et l'armée répressive...

Jusqu'à présent, l'instabilité de l'équipe qui a pris le pouvoir en août 1971 par le coup d'Etat, renversant le gouvernement nationaliste de gauche du général Juan José Torres se manifestait moins visiblement : il y avait des luttes intestines au sein de la coalition qui lui sert de base politique, des changements successifs de ministres, des mutations et des mises à la retraite de militaires opposés à la politique économique et sociale du régime. Désormais, le mécontentement des masses se révèle profond ; il s'est généralisé. La lutte des classes s'est aiguisée.

Le 27 Octobre, Banzer ordonnait la dévaluation du peso bolivien... de 66,6 %, après 17 ans de stabilité par rapport au dollar. Le 30, et au moment même où l'ambassadeur de choc des Etats-Unis, Herbert Siracusa, remettait un chèque de 24 millions de dollars pour soutenir la politique de la dictature, les ouvriers occupaient certaines usines de La Paz ; des femmes et des enfants barraient de pierres la route de l'aéroport, et dans les rues des manifestants s'opposaient aux forces de sécurité. Des organisations de mineurs, d'ouvriers industriels, d'employés de banque publiaient des communiqués contre la dévaluation et contre la hausse brusque de 50 % des prix (les tarifs des services publics, les produits de première nécessité, etc...) ; elles refusaient du coup le "bon de compensation" promis par le pouvoir, le considérant comme un palliatif dérisoire.

Le mécontentement n'a rien de spontané. Avant de soumettre sa politique économique aux diktats du Fonds Monétaires International et des banques occidentales, Banzer a déclenché une dure répression. On évaluait récemment à 1 700 le nombre des prisonniers politiques, et les preuves de tortures abondent ; il existe des groupes parapoliciers - les "maisons de sécurité" - où l'on "interroge" les détenus avant de les livrer à l'armée ; les leaders de la gauche sont poursuivis sans cesse, et il y a plus d'un mois le dirigeant communiste Mario Monge a "disparu"...

En même temps, Banzer s'est mis à rechercher un soutien politique ; pour cela, il a intégré au "Front Populaire Nationaliste" la "Phalange Socialiste", qui est fasciste, et le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR) que dirige l'ex-président Victor Paz Estensorro. Ces deux groupements ont coexisté dans le gouvernement, au début, dans une sorte de guerre de positions. La "Phalange" compte depuis peu une fraction, dirigée par Guillermo Valverde, si attachée à l'"amitié" avec le Brésil des gorilles qu'elle n'écarte pas l'idée de faire de

la province de Santa Cruz, frontalière du Brésil, un Etat indépendant. Vieux rêve brésilien, que la bourgeoisie de cette province voit d'assez bon oeil (1). Le MNR est plus perplexe : ce qui lui reste de bases populaires le presse de se différencier de l'action gouvernementale en prenant une position anti-impérialiste sous peine de perdre son influence dans les classes moyennes et une fraction de la classe ouvrière et des paysans. Comme le MNR a été le soutien politique principal de Banzer, la perte de prestige de celui-ci l'affecte directement. Ses bases politiques se rapprochent de la gauche et voici ce MNR le séant entre deux chaises...

Du coup, la coalition MNR-Phalange révèle son instabilité, et cela se reflète au sein de l'armée. En un an, Banzer a dû faire de l'acrobatie pour surmonter des crises militaires : il a écarté de leurs postes des officiers d'extrême-droite comme frères Ayoroa ou le "ranger" Andrés Selich, dont les desseins eussent provoqué une réaction de portée imprévisible des masses et même des remous dans l'armée. Après tout, beaucoup de militaires ont soutenu le coup d'Etat réactionnaire au nom de la défense de la "profession", menacée alors, pensaient-ils, par les propositions dévirantes des gauchistes au cours de la dernière période du gouvernement Torres, mais non pas pour exécuter des besognes de type fasciste ou pour défendre les intérêts des monopoles. La tendance "professionnaliste" de cette armée n'est pas loin d'une autre : celle qui sympathise avec les militaires péruviens depuis l'exemple de leur politique nationale et anti-impérialiste. Ces deux courants s'opposent à deux autres réactionnaires, l'un qui incline vers une solution "à la brésilienne", et l'autre plus attiré par les Argentins.

Dans cette atmosphère de troubles contradictions, la situation économique s'aggrave ; Banzer a échoué dans son objectif d'attirer des capitaux pour soulager ses finances et créer des emplois. L'aide des banques occidentales, notamment des Etats-Unis, n'est pas arrivée, ou pas aussi vite qu'il l'eût fallu. D'autre part la bourgeoisie nationale, qui avait soutenu le coup d'Etat, s'est sentie lésée par l'influence grandissante du Brésil, et n'a rien reçu des bénéfices que Banzer lui avait promis. La pénétration brésilienne a porté préjudice aux agriculteurs et aux éleveurs, aux producteurs de coton et de sucre notamment. Même les capitaux nationaux de la mine ont été atteints, à cause des fortes indemnités que Banzer a octroyées aux monopoles - à la Gulf Petroleum Co. par exemple - au-delà même de ce que ceux-ci réclamaient après les nationalisations faites par les gouvernements de Ovando, puis de Torres. Une autre mesure, prise cette fois par la "William Harvey" britannique, a diminué de

(1) C'est cette province qui a servi de base essentielle au complot de Banzer contre le gouvernement Torres

3,88 livres sterling par tonne les ressources gouvernementales en étain. Le déficit financier qui était de 157 millions de pesos en 1971 (premier semestre) est passé à 256 millions pour la même période de 1972.

Parallèlement à l'échec de ses plans économiques et à la montée du mécontentement populaire, le gouvernement Banzer a subi une défaite : ses efforts pour isoler le parti communiste et les forces de gauche sont restés vains. Le leader ouvrier Oscar Salas a été arrêté deux fois, et deux fois la mobilisation des travailleurs l'a fait libérer. Dans les grandes mines d'étain "Siglo XX", "Huanuni" et "Catavi", les listes de gauche ont gagné les élections syndicales. De même dans les agglomérations industrielles qui entourent La Paz.

Il y a plus d'un an que les universités sont fermées, par crainte de l'opposition des étudiants. L'équipe de Banzer avait mis ses espoirs dans la paysannerie ; mais c'est seulement parce que les organisations y sont dirigées par des milieux de droite que celle-ci peut être, difficilement, contenue.

On comprend alors pourquoi la protestation est devenue violente quand le gouvernement a commencé sa politique de "stabilisation monétaire", resserré ses liens avec le Fonds Monétaire International, déva-

lué le peso et provoqué la hausse des prix. Cette protestation est rejointe par celle des milieux de la petite bourgeoisie et même de la bourgeoisie nationale, qui a immédiatement condamné la politique économique officielle ouverte aux organismes financiers occidentaux, et souligné qu'elle retirait son appui au gouvernement.

Les faits ont montré que Banzer a finalement obtenu les "faveurs" du F.M.I., mais en même temps la condamnation des masses qui couvait après un an de répression et de mépris de leurs intérêts.

C'est le prolétariat, comme en maintes autres occasions dans le passé en Bolivie, qui a pris la tête de la mobilisation populaire. Car les travailleurs s'opposent résolument à la perte de leurs conquêtes économiques, sociales et démocratiques. Leur expérience nouvelle, dans les circonstances de la lutte contre la dictature réactionnaire, sera d'autant plus fructueuse que les tendances de gauche - y compris à la base du MNR - vont vers un processus unitaire.

Naturellement, Banzer pour se maintenir peut très bien durcir encore sa politique de répression. Mais on ne peut non plus écarter la possibilité d'une crise interne aiguë au sein de l'armée, et d'une ampleur nouvelle de la lutte des masses.

Isidoro GILBERT

## L'ECHIQUIER POLITIQUE

Les forces qui soutiennent le gouvernement d'Hugo Banzer - regroupées en un "Front Populaire Nationaliste" sont fondamentalement deux, en dehors des Forces Armées :

- le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR), du Paz Estensorro
- la Phalange Socialiste Bolivienne (FSB), de Mario Gutiérrez

Deux autres petits partis se sont joints à eux, en octobre 1972 :

- le parti Démocrate Chrétien (PDC), de Benjamin Miguel
- le Parti Révolutionnaire Authentique (PRA), de W. Guevara-Arce

L'opposition rassemble en un "Front Révolutionnaire Anti-impérialiste" :

- les Forces Armées Révolutionnaires (J.J. Torres, Rubén Sanchez)
- le Parti Révolutionnaire de la Gauche Nationale (PRIN), de Juan Lechin
- le Parti Socialiste de Bolivie (PSB)
- le Parti Communiste de Bolivie (PCB), (Secrétaire Général : Jorge Kolle)
- le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR), de René Zavaleta
- les 2 Partis trotskistes : Parti Ouvrier Révolutionnaire (POR "Masas", et POR "Combate")
- le Parti Communiste Marxiste-Léniniste (PCLM), d'Oscar Zamora
- l'Armée de Libération Nationale (ELN)



### BIBLIOGRAPHIE

Marcel Niedergang - Les vingt Amériques latines (1969) - t.2.

Jacques Arnault - Journal de voyage en Amérique latine (1969) - t.1.

Jean-Pierre Bernard - 1968-1969 - Deux années de politique bolivienne (dans "Problèmes d'Amérique latine", n° 17).  
- Problèmes et politiques économiques de la Bolivie (1969-1971) (dans "Problèmes d'Amérique latine" n° 22).

Raul Ruiz Gonzalez - Bolivia, el Prometeo de los Andes (1961)

Ruben Vasquez Diaz - La Bolivie, à l'heure du Che (1968).

# LITTÉRATURE LATINO-AMÉRICAINE

## HOMMES DE MAÏS ou LE MYTHE EVEILLÉ de Miguel Angel Asturias

Prix Nobel de Littérature de 1967, M.A. Asturias, plonge par toutes ses racines dans les mythes de son pays, le Guatemala, que ce soit pour avoir écouté les récits traditionnels lorsqu'il était enfant, ou pour avoir étudié, lorsqu'il était à la Sorbonne, le livre sacré des Indiens Mayas, le Popol-Vuh. Sa vie, déjà longue puisqu'il est né en 1899, est ce parcours qui va des mythes originels à la prise de conscience sociale et politique des réali-rés de son pays, dont on trouve des illustrations magistrales dans plusieurs de ses romans, en particulier Mon-sieur le Président, Ouragan, le Pape Vert, et Les yeux des enterrés. (1) La magie de sa parole, il la doit à son intime connaissance de la civilisation maya et de son peuple autant qu'à ses dons de créateur d'images, car Asturias est avant tout un poète en prose ; je n'aborde-rai ici qu'un seul de ses romans, peut-être le plus réus-si, certainement le plus déroutant pour un lecteur euro-péen, Hommes de maïs, paru en 1949.



Il n'est pas facile de parler d'Hommes de maïs, roman extrêmement complexe, où la trame romanesque est dif-fuse et tend à disparaître sous un amoncellement de my-thes et de légendes qui ne correspondent pas à nos ca-tégories logiques et semblent le produit exclusif de l'i-magination.

Pour comprendre Hommes de maïs, il faut partir du mythe du maïs tel qu'il apparaît dans le Popol Vuh ; non pas que le roman soit illisible sans cette connaissance, il a trop de qualités poétiques pour cela, mais simplement parce que la référence au livre sacré est expresse dès le titre même du roman ; en effet, ces "hommes de maïs" sont les Indiens mayas car, d'après la genèse maya, les dieux ont fabriqué l'homme avec du maïs. Un mythe n'est jamais arbitraire, il est moyen de connaissance et de cul-ture d'une société pré-logique et qu'on dit, improprement, primitive. Pour les Mayas, l'homme est inséparable de la culture vivrière par excellence, le maïs, qui, pour cette raison, est considéré comme sacré et ne doit pas faire l'objet de commerce.

C'est de là que part le roman d'Asturias dans le premier des six récits qui le composent. Dans une région indien-ne du nord-ouest du pays, la terre d'Ilom, sont arrivés des "maïteros" agents d'entreprises agricoles qui ont pour but d'intensifier et de rentabiliser la culture du maïs, sans égard pour la culture traditionnelle ni pour les cro-yances qui lui sont attachées ; pour cela, ils ont com-mencé par brûler de vastes étendues de forêts, dévastant ainsi une des richesses du pays et rompant l'équilibre traditionnel entre la nature et les hommes. Les Indiens, sous la direction de leur chef, le Cacique Gaspar Ilom, vont se révolter contre cet attentat et l'on assiste à une guerre meurtrière entre deux communautés, les Indiens d'une part, les "maïteros" et leurs alliés, notables et militaires, d'autre part. Cette révolte indienne, qui cons-titue le point de départ du roman, est historique et se si-tue au début du 20<sup>e</sup> siècle. Gaspar Ilom est empoisonné et ses hommes massacrés. Détail de l'histoire du roman :

ce premier récit, Gaspar Ilom, a été conçu comme une nouvelle autonome par Asturias et publié séparément, avant le roman.

Les trois récits qui suivent, Machojon, Le Cerf des Sept Friches et Le colonel Chalo Godoy sont tous trois consac-rés à la vengeance de la mort de Gaspar Ilom ; les In-diens vont se venger de tous ceux qui ont participé, de près ou de loin, à l'empoisonnement. Les moyens de la vengeance sont la malédiction et l'ensorcellement, les auteurs de la magie, les "Sorciers des Vers Luisants". Au cours de ces trois récits, le lecteur pénètre encore plus avant dans les croyances et les mythes indiens qui imprègnent les actes et les paroles des personnages. Parallèlement, le paysage de cette région montagneuse du Guatemala se précise, très rarement en des descrip-tions statiques, le plus souvent comme cadre d'une situa-tion, comme par exemple lorsque l'armée se déplace dans le récit du colonel Chalo Godoy : "C'était une nuit comme en plein jour. Un grand miroir de solitude. Une buée de végétation au ras du sol rocheux. Des sauts d'écu-reuils à la queue en mousse de chocolat. Des taupes aux mouvements de lave, d'une lave qui avant de refroidir voudrait perforer la terre et folâtrer de-ci de-là. Des parasites géants aux fleurs de porcelaine et de coton à sucre. Les pommes de pin comme des corps de petits oiseaux immobiles, oiseaux ex-voto pétrifiés d'épou-vante sur leurs branches toujours convulsées. Et la plain-te continuelle des feuilles entraînées par le vent. Une tristesse de lune froide, aiguillée. La lune malade de langueur..." Dans les trois cas, les vengeances sont consommées de manière mythique et c'est là l'explica-tion la plus visible des faits, mais parallèlement, on a toujours une explication rationnelle ; la disparition de Machojon et la mort de Chalo Godoy sont attribuées à des incendies, la mort du Guérisseur-Cerf est imputée à la poursuite de la guerre. Résumons un autre cas, rela-tivement mineur, mais particulièrement ironique : une vieille femme est malade, elle souffre de hoquet ; ses fils appellent à son chevet un guérisseur, personnage mystérieux qui a le don de se transformer à volonté en son "nahual" (2) ; cet homme poursuit fondamentalement la vengeance de Gaspar Ilom et officiellement la guéri-son de la vieille femme ; il va donc ordonner, après tou-tes sortes de pratiques magiques, l'assassinat des Za-caton qui ont participé en tant que pharmaciens à l'em-poisonnement. Voici comment est décrite la guérison de la mère : "Le Guérisseur reçut un boeuf en paiement du miracle. La malade fut guérie de son hoquet par ce re-mède sacré : d'avoir vu entrer ses fils porteurs des huit têtes humaines".

Les deux derniers récits, Maria Tecun et Le Facteur-Coyote, sont indépendants de la trame romanesque du cycle de la vengeance et ont davantage de points com-muns entre eux qu'avec ce qui précède. Ce sont aussi les plus longs puisqu'à eux seuls ils forment plus de la moitié du roman. Bien qu'il y soit moins directement question du maïs, les deux derniers récits présentent un intérêt majeur puisqu'il s'agit de l'insertion des mythes dans la vie quotidienne. La mentalité qu'ils exposent est le fruit du métissage culturel où l'on trouve des éléments des anciens mythes et des éléments postérieurs à la con-quête espagnole, parmi lesquels la religion catholique.

Les personnages ont une propension certaine à créer de nouveaux mythes à partir de la réalité qu'ils vivent. C'est ainsi que l'on voit naître dans le roman le mythe de la "tecuna" ou épouse en fuite, qui tire son nom de celui de Maria Tecun ; il est également question de la légende moderne de Miguelita de Acatan, qui par beaucoup de points est l'inverse du mythe de la "tecuna". Il va sans dire que cette mise en scène de nouveaux mythes ne va pas sans la démythification du mythe.

Dans Le Facteur-Coyote, on assiste à une discussion sur la croyance aux mythes ; Hilario Zacaton ne croit pas aux "tecunas" parce qu'il se dit et se croit l'inventeur de la légende de Miguelita, ce à quoi son interlocutrice lui répond qu'elle a entendu cette légende de la bouche de sa grand-mère... Pour elle, les mythes et les légendes font partie de l'héritage culturel d'un peuple et personne ne peut s'en dire l'inventeur. Hilario Zacaton, chez qui on a vu poindre le rationalisme, sera néanmoins vite repris par les frayeurs ancestrales et la vision d'un coyote le glacera d'horreur parce qu'il y verra le "nahual" du facteur en fuite qu'il a mission de rattraper.

Parmi les traits communs des deux derniers récits, le plus évident est la situation de départ : dans chacun d'eux, on voit un homme à la recherche de sa femme, disparue. Les causes de la disparition sont différentes : dans le premier récit, Maria Tecun a fui des maternités trop rapprochées, dans le second, la femme de Nicho Aquino est morte noyée dans un puits. Mais, dans les deux cas, la quête amoureuse est l'occasion d'un approfondissement et d'une humanisation des mythes.

Après de multiples aventures, Goyo Yic retrouvera sa femme, Maria Tecun, ils apprendront de la bouche du Guérisseur-Cerf qui était Gaspar Ilom, sa femme et leur fils, ce dernier n'étant autre que le maïs. La boucle est donc bouclée à la fin du dernier récit. Mais s'agit-il de révélations mythiques ou d'une vérité première, le fonction vitale du maïs dans la vie des Indiens ? L'épilogue est là pour répondre à cette question : Goyo Yic et Maria Tecun repartent vers leur village : "Ils revinrent donc à Pisigütilito. Il fallut travailler dur pour bâtir une maison plus grande, parce que leurs enfants mariés avaient beaucoup d'enfants et qu'ils vinrent habiter avec eux. C'est un luxe d'homme, c'est un luxe de femme, que d'avoir beaucoup d'enfants. Et tous, vieux et jeunes, hommes et femmes, devenaient des fourmis, après la moisson, pour charrier le maïs, des fourmis, des fourmis, des fourmis, des fourmis..." Ce sont là les derniers mots du roman. Happy end, certes, mais qui concerne moins le sort des personnages que la valeur vitale du maïs. Il serait faux de croire que l'épilogue retrace la situation antérieure à l'apparition des "malceros" : les personnages, et plus encore les lecteurs, ont parcouru, grâce à Asturias, le long chemin qui va de la conscience mythique à la conscience historique du mythe.

Dans cette présentation succincte de Hommes de maïs, je me suis efforcée d'en rester aux aspects les plus fondamentaux mais il faudrait encore parler des personnages, qui apparaissent toujours en situation, en tant que membres d'une communauté et jamais comme individus, avec leurs problèmes personnels ; il faudrait parler encore de la dramatisation du récit et des descriptions, d'une intensité poétique jamais en défaut. Mais laissons au lecteur le plaisir de découvrir seul ces qualités du roman.



Pour revenir à mon propos, qui est principalement de montrer la place des mythes dans Hommes de maïs, disons encore que le roman prêche vigoureusement pour la récupération par les Indiens de leur identité culturelle, dont Asturias défend l'originalité, la complexité et les réussites. Parmi ces dernières, le roman nous offre un exemple tout à fait extraordinaire, une réussite de la médecine traditionnelle : Goyo Yic, aveugle, recouvre la vue grâce à une opération pratiquée selon les techniques traditionnelles par un guérisseur ; d'après l'auteur lui-même cet épisode est authentique. Si Asturias se fait le porte-parole des Indiens contre les injustices sociales, il ne se fait jamais le champion du retour aux sources qui serait dans le cas présent un retour aux communautés indiennes d'avant la conquête, avec leur agriculture de survie. Plusieurs détails du roman disent que cette époque est révolue et qu'on est au XX<sup>e</sup> siècle. Le roman ne donne aucune solution qui puisse rendre la vie économique possible aux communautés indiennes, mais ce n'est pas un hasard, à mon avis, si Hommes de maïs a été écrit après la révolution guatémaltèque de 1944 : les grandes réformes du gouvernement Azbenz, en particulier la réforme agraire, sont inscrites en creux dans ce roman. Comme on sait, la période révolutionnaire s'est terminée de manière violente en 1954, par une invasion armée qui avait pour principaux instigateurs les Etats-Unis. Cet épisode dramatique fait d'ailleurs l'objet d'un recueil de nouvelles d' Asturias, Week-end au Guatemala.

Michèle BERNU



#### Notes :

- (1) On trouvera l'essentiel de l'oeuvre romanesque d' Asturias en français aux éditions Albin Michel. Hommes de maïs a été traduit par Francis de Miomandre et les citations qui apparaissent dans cet article sont tirées de cette traduction, avec laquelle je ne suis pas toujours d'accord, ce qui a motivé de ma part un très léger changement dans la dernière citation.
- (2) Nahual : nom donné au double animal qui protège l'homme et meurt en même temps que lui. Il y a trois cas dans le roman : le cerf, "nahual du guérisseur", la savigne, "nahual" de Goyo yic (sur un mode particulier), le coyote, "nahual" du facteur. C'est là un mythe fondamental chez les Indiens du Guatemala, qui persistait encore - paraît-il -, ces dernières années.

## CINÉMA

**"QUE HACER ?" FILM CHILIEN ?**

Depuis quelques années le cinéma chilien semble être sorti de cette espèce de nirvana qui était son état habituel ; dans un contexte national, seuls quelques films prétendaient faire parler d'eux et y sont parvenus. Logiquement, la production cinématographique chilienne a été, comme un peu partout, l'esclave d'un imbroglio économique presque insoluble : les éternels problèmes de financement et de distribution, en plus des difficultés toujours croissantes pour pouvoir tourner dans des conditions toujours limitées ; ces conditions ont fait échouer plus d'une bonne intention. A partir des années 60, une faible aide fiscale, et la création d'une institution qui protège le cinéma national en garantissant la commercialisation de ces productions locales, ont permis le développement d'une maigre activité, qui, si elle n'a pas acquis la renommée de celle d'autres pays latino-américains (Brésil, Argentine), permet au moins de rêver à l'existence du cinéma chilien. Mais cette production pendant dix ans, encore, demeure sans visage, incolore. Puis le Chili commence à prendre conscience de son histoire ; et le cinéma avait besoin de cette histoire pour se trouver lui-même. C'est dans ce contexte qu'est sorti QUE FAIRE ? Les réalisateurs n'ont pas pu surmonter toutes ces difficultés, ce qui donne au film son caractère ambigu : film "chilien", il emprunte un regard extérieur, américain, qui explore le Chili ?

QUE FAIRE ? appartient à cette catégorie de films qui sont faits à partir d'une situation historique, presque comme un besoin vital de montrer en images les palpitations d'un peuple à la recherche de son destin. C'est pour cela qu'il faut analyser QUE FAIRE de divers points de vue, tout en gardant les distances d'une perspective historique qui n'a pas encore tracé ses dernières lignes.

Peut-être une de ses meilleures qualités serait d'avoir su garder cette distance, et de nous offrir une proposition sans prétendre par là même trouver la réponse. Bien sûr, il y a le soupçon que les réalisateurs du film ( qui sont trois : Raul Ruiz, Saul Landau et Nina Serrano) soient tombés dans un piège : le labyrinthe chilien est-il pourvu de davantage de portes d'entrée que de portes d'issue ? L'honnêteté du départ devient inutile dans les péripéties du voyage, même si les bonnes intentions restent. Elle imprègne de sa valeur primordiale tout le déroulement du film.

Nous sommes devant trois voyageurs qui se trouvent à Santiago pendant les dernières élections présidentielles (celles qui porteront au pouvoir le candidat du Front Populaire, Salvador Allende). Deux d'entre

eux sont américains, le troisième un chilien "de Cuba" comme on le dit dans le film. Entre les deux premiers il y a assez peu de différences, précisément parce qu'on essaie de nous les montrer "trop" différents. Quel rapport peut exister entre une jeune et charmante fonctionnaire du Peace Corps et un désinvolte et athlétique membre de la CIA ? Que pourrait-il se passer entre ces deux-là, témoins ignorants d'une situation qui les dépasse ? Rien, sauf une promenade dans Santiago pour nous montrer les beautés locales et nous faire voir d'excellents effets de caméra dignes d'un Frankenheimer. Bien sûr, la jeune américaine ressent un choc devant une certaine misère, (trop voilée dans le film), mais il est moins évident que son dégoût pour la "dolce vita" gringa dans le Hilton Hôtel Local. Lui, l'agent de la CIA, semble assez à l'aise dans ce printemps austral. Il roule sa Mustang décapotable sur des autoroutes si vides de voitures qu'elles feront envie à n'importe quel banlieusard parisien. L'esquisse de la romance se produit, bien sûr, mais sans lendemain, puisque là, à côté, partout, il y a un pays, ses gens, un peuple qui est en train de choisir, avec tout ce que cela implique ; son futur ; et l'américaine sent que son devoir se trouve près de ce peuple. Le troisième voyageur, le chilien de Cuba, apporte un regard de sagesse, non dépourvu d'ironie, qui donne au film sa véritable dimension. Cet homme (fort bien interprété par Anibal Rayna), nous semble dès sa première apparition, le messager d'une réponse qu'inutilement on cherchera pendant tout le film. Ces dialogues avec son ancien compagnon de lutte, aujourd'hui député communiste, sa compréhension devant les inquiétudes d'un jeune révolutionnaire, (fils du député), enfin sa sagesse envers les problèmes de conscience de la jeune américaine, nous donnent un avant goût d'un déchaînement qui ne se produit pas, ou presque. Car soudain, l'allure de l'action change ; nous sommes devant un assassinat : un prêtre meurt tué par balle. Les élections se poursuivent, les discours, les entretiens aussi. Le film continue à plusieurs échelons, avec des touches oniriques mêmes, qui n'aident guère à clarifier les choses, mais peu importe. Malgré tout, la force de l'événement historique fini par s'imposer, et si la présence de la CIA ou de la jeune américaine ne nous intéressent pas assez, le résultat unique de ces élections ne peut pas nous laisser indifférent. Les derniers instants du grand débat nous sont montrés avec toute la force d'un témoignage vrai et direct. La caméra fait son travail à merveille. C'est bien dommage qu'entre-temps les réalisateurs aient cru de mélanger l'anecdote avec l'histoire, sacrifiant ainsi l'évidence de la vérité ; que hacer ?

Andres Monreal.

## LE METISSAGE DANS L'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE LATINE

### Réflexions sur le livre récent de M. MÖRNER \*

L'Amérique Latine, "continent aux sept couleurs", selon l'expression de German Arciniegas, offre à nos regards le fascinant exemple de la rapide constitution d'une société, par l'apport d'éléments venus de tous les groupes fondamentaux de la population du globe.

Leur fusion a été rapide. Qu'est-ce que quatre siècles et demi, dans l'histoire de l'humanité ? Elle a été imparfaite, elle se poursuit, mais elle n'en est pas moins évidente dans l'infinie variété des pigmentations et dans la complexité des héritages culturels. Ce mélange fascinant, à nos yeux séduits par l'étrangeté des terres lointaines, s'appelle métissage. Fruit d'une genèse sociale tourmentée, il implique de nombreux facteurs, non seulement de simple hérédité physiologique, que les généalogistes du XVIII<sup>e</sup> siècle se délectaient à mettre en tableaux, et dont la génétique d'aujourd'hui rend aisément compte, mais surtout culturels et sociaux.

A cela tient l'intérêt de l'effort de clarification réalisé par le Suédois Magnus Mörner, dans son livre : Le métissage dans l'histoire de l'Amérique Latine

La démarche de l'auteur est claire : prendre connaissance des éléments qui ont constitué le peuplement des pays de l'Amérique espagnole et portugaise ; étudier les principaux aspects humains de leur rencontre à l'époque de la Conquête ; établir les conditions du mélange des sangs et des cultures à l'époque coloniale, et le rôle de ce mélange dans les formes de la société coloniale, puis les changements qui se sont produits à l'époque de l'Indépendance, suivis d'un nouvel apport de population et d'un brassage qui donnent leur caractère aux sociétés latino-américaines actuelles.

Pour chacun de ces moments, l'auteur s'efforce de faire place aux conceptions des hommes, et débouche ainsi sur le rôle des théories anthropologiques dans les comportements sociaux, ce qui le conduit à une sorte de conclusion abstraite et politique. Les dix courts chapitres du livre sont d'une remarquable densité et fourmillent d'informations utiles, ce compte rendu ne saurait en donner que les grandes lignes.

#### Les premières années du métissage

Le lecteur sait que les Indiens, premiers habitants, les conquérants blancs du début du XVI<sup>e</sup> siècle (Espagnols et Portugais), et les noirs amenés d'Afrique dès le XVI<sup>e</sup> siècle aussi, sont les trois éléments de base du peuplement de l'actuelle Amérique latine. Dès les premières années de leur rencontre leurs sangs se sont mêlés, et la vie ensemble a provoqué d'étranges rencontres de cultures diverses.

M. Mörner distingue entre le mélange des sangs, appelé "miscégénéation", et l'assimilation culturelle, appelée "acculturation". La première est un échange génétique où les traits des parents se retrouvent en concurrence, et variables au hasard de l'hérédité. La deuxième est, pour l'essentiel, l'assimilation à la culture ibérique (espagnole ou portugaise) et l'effacement des cultures indiennes ou africaines. Tous comptes faits, M. Mörner parle peu de l'acculturation (jamais de synchronisme ou

synthèse culturelle) et beaucoup de miscégénéation. A ces définitions, s'ajoutent les appellations de "métis" (né de blanc et indienne), "mulâtre" (né de blanc et noire) et un certain nombre de termes désignant les sangs mêlés de noir et d'indienne (zambo) et les croisements des différents mélanges. Les premières appellations sont les plus usitées.

Un bref survol de l'origine des trois éléments de base fait le point des connaissances actuelles sur l'histoire raciale des trois continents : Amérique, Europe, Afrique. Un chapitre dégage ce qui peut être tenu pour vraisemblable dans les calculs numériques du peuplement au moment de la Conquête, et des apports de blancs et de noirs. Calculs controversés, moins importants que les circonstances : le métissage a pour clé l'arrivée d'hommes seuls. C'est ce que M. Mörner appelle "la conquête des femmes". Le métissage s'est fait à sens unique, il correspond à une hiérarchie : blanc - noir - indien, qui devient très tôt une hiérarchie : blanc - métis - mulâtre - noir. Les nécessités de la conquête placent les noirs au-dessus des indiens, ce qui favorise la rencontre sexuelle entre noirs et indiennes. Ces nécessités expliquent aussi un certain encouragement au mariage des conquérants blancs avec des indiennes : d'une part parce que c'étaient les seules femmes, d'autre part pour conclure des alliances avec des chefs indiens.

Dans les premières années, le métis est soit un enfant légitime, tenu pour blanc, soit un enfant illégitime, alors de naissance impure. L'extension du concubinage multiplie les naissances illégitimes et a tôt fait de priver les métis et les mulâtres du préjugé favorable, dans la société qui se constitue à cette époque,

Au moment où s'accroît la population métisse, la population indienne diminue. Ce que M. Mörner appelle "catastrophe démographique", est provoqué par les conditions matérielles imposées par les conquérants et aussi par les ravages des maladies communes en Europe et contre lesquelles les Indiens n'étaient pas immunisés, comme la variole.

#### La société de castes

Ayant présenté les grandes lignes de l'extension du mélange des sangs, M. Mörner aborde les traits de l'organisation sociale qui s'élabore du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, sous les couronnes d'Espagne et du Portugal. Il ressort de nombreux exemples que la politique a été variable, tant à l'égard des unions entre races, qu'à l'égard du traitement juridique des sangs mêlés. Plus variable encore a été l'application des règles édictées. On remarque que les seules catégories régies par des principes constants sont les blancs (assurés des droits les plus complets s'ils sont nés en Europe), les Indiens (protégés par les lois, mais payant tribut) et les esclaves noirs (dont on se souvient seulement pour en règlementer le marché, poursuivre les fuyards ou marrons, et codifier l'affranchissement éventuel). L'incertitude concerne les différents groupes sangs-mêlés, que les registres officiels appelaient castas.

Une réglementation propre à l'Amérique espagnole a été regroupée sous l'appellation de Leyes de Indias, et était destinée à organiser la vie des territoires colonisés. M. Mörner y discerne une tendance à la séparation des races de plus en plus marquée au cours des siècles, au fur et à mesure que s'accroît le mélange des populations. Une tendance à préserver le pouvoir de l'élément blanc

(\*) Magnus MÖRNER Le Métissage dans l'histoire de l'Amérique latine, (Paris, A. Fayard, 1971, 1 vol. trad. française).

et la pureté de l'élément indien. Les métis et les esclaves noirs apparaissent alors comme inférieurs. C'est ce qu'on appelle aujourd'hui la société de castes de l'époque coloniale, dont la hiérarchie était la suivante : blancs - métis - indiens - mulâtres - noirs, la place des métis et des mulâtres étant fluctuante par rapport à celle des indiens. En effet le classement officiel a varié, et surtout de nombreux exemples illustrent les variations du sort fait aux métis et aux indiens, selon la région.

Dès cette époque le préjugé racial est remplacé par préjugé social, la couleur de la peau peut parfois être négligée au bénéfice d'autres critères (langue, mode de vie, position économique). La pratique sociale, enfin, ne recoupe pas toujours le classement officiel, les indiens étant parfois tenus pour inférieurs aux esclaves, alors que leur position économique était meilleure. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les variations de hiérarchie sociale s'accroissent et le métissage trouve sa consécration dans la possibilité offerte par la Couronne d'Espagne d'acheter des "brevets" de bonne race (gracias al sacar). Le métissage qui a suscité l'effort de règlementation des groupes en castes, en provoque la dissolution, par son extension même, et par l'incorporation de métis même peu nombreux, à l'élite dirigeante.

Les mulâtres sont tenus à l'écart, pour des raisons peu explicites, mais où la tolérance de la monarchie et de l'Eglise envers l'esclavage joue un rôle.

Un autre trait, enfin, a contribué à la miscéogénéation : le sang mêlé, enfant illégitime, s'il n'est pas esclave, est dans une position incertaine. Rejeté par le groupe du père et par celui de la mère, il n'a pas de racines. On veut expliquer ainsi le grand nombre de métis et mulâtres vagabonds de l'époque coloniale, gagnant leur vie par quelque travail temporaire, ou le vol. L'auteur nuance plus loin cette explication par des considérations économiques. Il y ajoute l'observation d'un phénomène curieux : la miscéogénéation opposée à l'acculturation. Les métis, repoussés par le père, sont élevés par la mère indienne, et sont donc culturellement indiens. De plus, des métis vagabonds se fixent dans des villages d'indiens, s'y marient, et leur descendance est indienne.

Par l'étude de ces phénomènes, M. Mörner nous éclaire sur la très nette prédominance des naissances sang-mêlées, par rapport aux fonds raciaux, tout en marquant que culturellement, on a affaire soit à une acculturation latine, soit à une acculturation indienne. Les mulâtres et les noirs étant latinisés.

L'oppression de la race blanche sur les indiens et les métis, a provoqué au cours de l'histoire de nombreux soulèvements. M. Mörner leur consacre quelques pages, pour souligner que la Guerre d'Indépendance n'a pas été une révolte de la majorité métisse et indienne, mais un succès de l'élite blanche qui a servi précisément de la force des métis contre l'Espagne. En échange de quoi, les nouvelles lois des Etats américains ont levé la discrimination à l'égard des métis, mais pas à l'égard des esclaves, ni même des mulâtres. Les blancs ont toujours peur de perdre leur pré-éminence.

#### Préjugé racial et classes sociales

Sans approfondir les développements de la miscéogénéation après l'indépendance, M. Mörner s'attache ensuite à montrer comment la hiérarchie raciale est peu à peu recouverte par une hiérarchie économique qui, dans ses grands traits vient recouper le système des castes de l'ère coloniale. Pour cela il dresse un tableau de l'évolution de la société agraire latinoaméricaine, distinguant les régions où les propriétaires exploitent la main-d'oeuvre indienne et métisse, et les zones de planta-

tions où les noirs ont travaillé comme esclaves jusqu'au tour de 1830, ou parfois plus tard, en Amérique espagnole ; jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à Cuba (1886) et au Brésil (1888). Il montre que, dans le milieu rural, métis et indien tendent à être confondus. Que ces notions raciales sont remplacées par des notions économique-sociales permettant de distinguer l'exploitant de l'exploité, le premier étant réputé blanc et le deuxième indien, qu'il soit culturellement indien, ou bien latinisé, toujours tenu en mépris. De nombreuses communautés indiennes, ayant conservé la langue aborigène et de nombreux usages traditionnels qui justifient leur classement parmi les indiens, sont génétiquement en majorité métisses. En revanche, la catégorie de métis est maintenue dans les villes et peut englober des indiens de "pure race", qui se sont latinisés. Le critère d'un meilleur vêtement, d'une aisance économique, permet aussi au métis d'être accepté par la bourgeoisie blanche.

L'écrasante oppression des esclaves s'est maintenue fort tard, la traite a même connu un curieux regain à la veille de l'indépendance, alors que les idées abolitionnistes étaient diffusées en Europe et dans une certaine élite américaine. Le chapitre consacré à ce côté de la vie agraire, permet au lecteur de conclure que la volonté d'exploitation des propriétaires trouvait une justification dans le préjugé racial, et que, logiquement ce préjugé devait s'étendre aux mulâtres (M. Mörner refuse de se contenter de cette explication, il accorde plus de place à la force de l'organisation traditionnelle). Après l'abolition de l'esclavage, la population noire et mulâtre demeure en grande partie dans les régions où elle était auparavant. Un petit nombre gagne d'autres régions et s'ajoute aux mulâtres libres et aux esclaves affranchis qui, à l'époque coloniale, avaient mêlé leur sang à celui des indiens et métis.

Tels sont les grands traits de l'histoire du métissage. Dans les deux derniers chapitres, l'auteur fait le point de la situation à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, puis aborde certains aspects sociaux et culturels du concept de race en Amérique.

M. Mörner esquisse une carte ethno-raciale de l'Amérique latine. Une Amérique indienne : Mexique, et la majeure partie de l'Amérique centrale, Equateur, Bolivie, Pérou. Une Amérique métisse : Colombie, Venezuela, Brésil, Argentine, Chili. Des zones mulâtres et noires : Antilles, zones côtières chaudes (des Caraïbes) du Mexique, d'Amérique centrale, de Colombie, du Venezuela ; au Brésil le "Nord-Est" et aussi le Sud de l'Etat de São Paulo, certaines régions côtières de l'Equateur et du Nord du Pérou.

A quoi il faut ajouter la constitution récente d'une Amérique blanchie par l'apport d'immigrants européens à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, puis à la fin de la deuxième Guerre Mondiale (Argentine, Uruguay, Sud du Brésil, en particulier), dans les régions tempérées ; et enfin l'apport, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle de coolies, au Pérou, et, au début du XX<sup>e</sup> siècle, de plusieurs milliers d'immigrants de Chine, du Japon, en Amérique centrale, Colombie, Equateur, Bolivie, Argentine, et d'autres venus de l'Inde, dans les Caraïbes (possessions anglaises et Hollandaises). Quelques lignes rappellent l'assimilation rapide de syro-libanais, appelés Turcos.

Un des paradoxes de cet accomplissement de la miscéogénéation à l'ère républicaine, est qu'il est contemporain du renforcement de l'isolement des indiens et de l'apparition d'un racisme intellectuel qui venait aggraver la détérioration des rapports de classes. Pour l'auteur, les idées racistes sont des importations européennes. Apparues au XVIII<sup>e</sup> siècle, elles ont trouvé une sorte de justification scientifique dans les théories de Spencer, et dans la naïve anthropologie morphologique du siècle dernier. Alors on écrit volontiers que le retard

pris par les pays d'Amérique latine, par rapport à l'Europe, est dû au mélange de la race blanche avec les autres races, tenues soit pour inférieures, incapables de progrès, soit pour attardées. Le métissage apparaît donc encore comme une tare ; étonnante renaissance du préjugé, au moment où la structure sociale cesse d'être commandée par la coloration raciale.

Une réaction se dessine cependant, entre les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle et 1920. Un intérêt sincère pour la reconnaissance des mérites des cultures indigènes et pour les aspects culturels et artistiques de l'héritage afro-américain. C'est l'aube des courants nouveaux de notre siècle. L'afro-américanisme ne donne que des produits historiques, sociologiques et artistiques ; le courant indigéniste, outre une importante part littéraire et artistique, se développe par des actions sociales nombreuses et détermine d'importantes actions politiques, dans les pays à forte population indienne.

M. Mörner conclut que la miscogénération n'a pas eu d'effets néfastes et qu'elle s'est accompagnée de l'effet positif de l'acculturation ; que l'Amérique d'aujourd'hui s'enorgueillit d'être métisse, ce qui lui donne une personnalité. Conception flatteuse pour le nationalisme, très répandue dans l'actualité.

Les préjugés raciaux peuvent s'effacer comme le montre, dit-il, la réalité cubaine actuelle. Leur disparition est un corollaire de l'établissement de sociétés plus démocratiques.

#### Métissage et acculturation

Autour de ce fil continu de la pensée de M. Mörner, viennent se disposer de nombreux exemples historiques et des nuances qui éclairent sa démonstration. Toutefois, il arrive aussi que l'accumulation d'exemples contradictoires, témoignage de la complexité des phénomènes de miscogénération, obscurcisse le développement. Le lecteur peu instruit des questions américaines devra faire crédit aux conclusions de chaque chapitre, toujours claires.

La solidité de la documentation historique s'accompagne, dans le livre d'une très grande prudence. En particulier l'auteur prend plusieurs fois ses distances par rapport aux idées de la droite raciste ou culturellement attachée aux vieux idéaux de l'hispanidad. Mais aussi à l'égard de la gauche indigéniste, et plus encore de la gauche révolutionnaire. Il refuse d'accepter les analyses historiques marxistes, à propos de la société coloniale. Pour lui, la société de castes n'est aucunement le déguisement d'une société de classes. C'est seulement après l'indépendance qu'il place l'existence de la société de classe, à fondement économique. Il démontre d'ailleurs de façon très intéressante que cette société républicaine est en gestation dans certaines formes de la société rurale coloniale.

Cette prudence le porte aussi à ne pas trancher dans certaines brûlantes controverses de notre siècle. Portant son attention sur le mélange des sangs, M. Mörner est tenté de croire à l'évènement, sinon proche, du moins peu lointain, de la "race cosmique" annoncée par Vasconcelos. Il fait alors bon marché des profondes différences culturelles qui subsistent.

Il est dommage qu'il réduise tellement la place de l'acculturation. On comprend qu'il ne retienne que les manifestations d'acculturation représentatives de la structure de l'ensemble de la société. Mais, alors qu'il consacre un long chapitre à la vie des esclaves des plantations à l'époque coloniale, il omet de marquer les traits d'acculturation d'une partie de la population indienne prolétarisée vivant dans les plantations ou à leurs abords et même des indiens de certaines communautés dont les

traits ne sont pas toujours d'origine ancienne, loin s'en faut. (M. Mörner signale d'ailleurs que la plupart des communautés actuelles ont été formées à l'époque coloniale par les autorités civiles et religieuses, par regroupement, et parfois véritable déportation des indiens. Et aussi que les costumes tenus aujourd'hui pour indiens, sont des adaptations du costume ladino du XVIII<sup>e</sup> siècle, trait de métissage culturel).

Pour les traits de psychologie sociale, de manifestation de la pensée et de l'art, l'information est moins riche que dans les autres domaines. On conçoit qu'il faudrait de longs chapitres pour étudier l'acculturation, mais on aurait aimé un bref exposé de l'état des recherches ; et au moins quelques notions d'une acculturation problématique : l'adoption par la société latinisée de traits culturels venus des cultures indiennes et des cultures africaines, dans la mesure où cet échange existe.

Il ne suffit pas de s'inquiéter des effets "acculturants" de l'action indigéniste qui conduit souvent à intégrer à la société latinisée une partie des groupes indigènes ; il faut encore reconnaître, dans les modes de vie, et surtout dans les arts, des manifestations de la permanence des cultures indiennes et africaines. Les mexicains ont su donner, dans leurs arts décoratifs, la place qui revenait à l'héritage indien, modifié par les siècles de cohabitation avec l'élément hispanique. Nous connaissons tous, par ailleurs la musique populaire qui associe instruments, mélodies et rythmes indiens ou africains, à d'autres d'origine hispanique. Enfin, dans la littérature latino-américaine d'aujourd'hui, on trouve le reflet d'une acculturation. Non pas par juxtaposition d'une culture à une autre, mais par l'expression en langue espagnole d'une pensée et d'une sensibilité soit afro-américaine, soit amérindienne. Citons pour mémoire les noms du cubain Nicolas Guillen, du péruvien José Maria Arguedas et du guatémaltèque Miguel Angel Asturias. Cette littérature est, elle-même, inévitablement liée à des thèses sociales, touchant à une classe opprimée de la population latino-américaine.

Instruit de la masse considérable et peu accessible des travaux sur la question, M. Mörner nous offre une synthèse des connaissances à l'heure actuelle. Il critique, en même temps, les positions des spécialistes et cherche à dégager une position nette des sujets controversés. Il lui arrive de renverser la statue de quelque grand homme. C'est ainsi qu'il montre un Bolivar à la fois généreux et profondément raciste. Quant au Brésil et à l'histoire de l'esclavage sous le régime colonial et après l'Indépendance, il critique le "mythe" de la tolérance raciale et conteste le prétendu penchant des Portugais au mélange racial. Tout en rendant hommage aux travaux célèbres de Gilberto Freyre, il n'hésite pas à montrer la fausseté de certaines de ses affirmations touchant à la bienveillance à l'égard des esclaves, des mulâtres et des métis au Brésil, et à l'absence de préjugé racial.

Ce n'est là qu'un exemple parmi les plus intéressants. Le spécialiste trouvera d'autres pages où s'esquissent des points de vue nouveaux. Le profane peut, par la clarté de la construction du livre, avoir une vision d'ensemble du peuplement de l'Amérique latine, de l'évolution des sociétés et de l'état actuel de la pensée concernant la population latino-américaine.

C'est l'image d'une société en rapide évolution qui nous est présentée. Le mouvement en est commandé par l'impérieux appel du sang et la nécessité d'organiser les rapports entre les hommes. C'est une aventure fascinante qui, quoi qu'en dise M. Mörner, atteint son point culminant aujourd'hui dans les courants de pensée qui revendiquent hautement l'héritage des ancêtres. Un afro-américanisme et un indigénisme qui sont, par eux-mêmes, des traits de culture métisse ■■■■ François Delprat.

## NOTES DE LECTURE

DE L'ETHNOCIDE, recueil de textes. Union Générale d'Édition, Paris, 1972, 445 p. (coll. 10-18).

LE LIVRE BLANC DE L'ETHNOCIDE EN AMÉRIQUE.

Textes et documents réunis par Robert JAULIN. Librairie Arthème Fayard, Paris, 1972, 431 p., (coll. Anthropologie critique).

Ces deux volumes, parus tout récemment chez deux éditeurs différents, constituent en fait un ensemble. Peut-être est-ce cet ensemble que Robert Jaulin aurait préféré publier sous le titre "L'ethnocide à travers les Amériques", qu'il avait donné primitivement à l'ouvrage sorti chez Fayard. Ce sont deux recueils de travaux parallèles et complémentaires.

Il s'agit des communications et travaux du Colloque organisé en 1970, par la Société des Américanistes, sous l'impulsion de Robert Jaulin, complétés par plusieurs articles. Bien que regroupés par thèmes, ils forment un ensemble assez disparate.

Le ton général est à la mise en cause des notions de civilisation. Les titres annoncent un procès du monde occidental, et de nombreux travaux sont de vigoureuses dénonciations des méfaits de l'Occident dit civilisé, à l'époque actuelle, selon les travaux de plusieurs ethnologues et juristes, et aussi à travers l'histoire. Chacun des volumes présente d'intéressants rapports sur les indiens d'Amérique du Nord, et plus encore, sur ceux de l'Amérique latine.

Les textes relatifs à l'histoire montrent que la destruction des civilisations est un trait important des divers moments de l'histoire de l'Amérique, depuis l'arrivée des conquérants et colons, jusqu'à l'époque de l'indépendance incluse.

La sensibilité des auteurs se relève tout de même très européenne, par la place donnée à l'équilibre écologique, comme fondement des sociétés qu'ils étudient. Pour eux, l'effet de destruction de civilisation est soit direct : destructions de populations indiennes et d'esclaves noirs, au long de l'histoire et assassinats de groupes indiens à l'heure actuelle, soit différé : par la modification des conditions écologiques et économiques d'un groupe, puis par la pénétration culturelle.

Par delà la destruction de civilisation imputable à la bonne conscience et au contentement de soi de l'Occidental, c'est la valeur des concepts occidentaux actuels qui est mise en cause, depuis l'idée de la nécessité du progrès et du développement, jusqu'au contenu culturel de notre civilisation. La politique culturelle des pays riches est vigoureusement attaquée, parce que la domination d'un groupe sur un autre entraîne des contraintes qui tendent à détruire la personnalité et la culture du dominé.

Ces deux recueils font une large part à la discussion des conceptions anthropologiques développées depuis le siècle dernier. Ils se veulent un acte militant, non seulement de sauvegarde de civilisations menacées, en Amazonie, dans les Andes, en Guyanne, ou au États-Unis et au Canada, mais surtout d'éveil d'une conception nouvelle de l'anthropologie. Chacun des deux recueils s'achève sur plusieurs articles consacrés aux courants de pensée actuels.

F.D.

"FIDEL CASTRO AU CHILI - Discours et déclarations", présentés par Roland Labarre - Editions sociales, Paris, 1972 - 156 pages.

Cent cinquante pages des extraits les plus significatifs des discours de Fidel Castro au Chili, lors de son voyage en novembre 1971. Plutôt que de les classer par ordre chronologique, avec l'inévitable dispersion qui en aurait résulté, Roland Labarre, maître-assistant à l'Université de Paris VIII - Vincennes, les a regroupés d'après leur contenu, autour de trois thèmes :

- témoignages sur la révolution cubaine,
- commentaires sur l'expérience chilienne,
- réflexions sur des problèmes généraux.

Un petit livre à lire et dont il sera bon de relire certains passages.

"CHILI : LES COMMUNISTES DANS LE MARCHÉ AU SOCIALISME", par Luis Corvalan - Textes choisis, présentés, traduits et adaptés par Jean-Pierre Febrer - Editions sociales, Paris, 1972 - 272 pages.

D'un gros recueil des discours, rapports et interviews de Luis Corvalan, Secrétaire général du Parti Communiste du Chili, publié à Santiago en 1971, Jean-Pierre Febrer a extrait, traduit et présenté en 260 pages tout ce qui pouvait avoir, pour un public français, un intérêt de portée générale. L'ouvrage est divisé en trois parties :

- les communistes, le Front d'action populaire et la voie pacifique ;
- de 1964 à 1970 : la longue marche de l'Unité populaire ;
- 1970-1971 : 18 mois de gouvernement populaire, 18 mois de lutte de classes.

Un document essentiel pour comprendre "l'expérience chilienne" tant discutée en France et dans le monde.

Marcos Winocur : CUBA - LES MECANISMES D'UNE REVOLUTION - in La Pensée, n° 164 (août 1972)

Ce remarquable article est une tentative de réponse à cette question essentielle : "Quel est l'apport spécifique de Cuba dans le développement historique du socialisme"? L'analyse s'efforce de montrer l'originalité de la révolution cubaine à travers ses difficultés "objectives" (résistance de l'adversaire, difficultés de la lutte armée...) et "subjectives" (erreurs des révolutionnaires, sectarismes, improvisations...).

# La vie du Comité France Amérique Latine

Le précédent numéro de notre Bulletin, paru en mai 1972, faisait état des graves difficultés financières qui ont, un moment, compromis la vie de notre association et annonçait la suspension provisoire du Bulletin.

## LA REPARUTION TRIMESTRIELLE DU BULLETIN

S'il serait exagéré de dire que nos difficultés financières ont été vaincues, du moins pouvons-nous affirmer que notre association a victorieusement traversé cette passe dangereuse. Le présent numéro du Bulletin, qui annonce sa reparution trimestrielle, en est un signe visible : sa publication moins fréquente est en partie compensée par une augmentation du nombre de pages. Ainsi le "dossier", consacré à un pays, peut-il être plus étoffé et la deuxième partie de la livraison, réservée à des articles sur la littérature, les arts et la vie culturelle en Amérique latine pourra-t-elle être plus intéressante.

Après ce n° 4, présentant la Bolivie, les 3 suivants présenteront l'Argentine et le Paraguay, avant de revenir sur le Chili.

## UNE CAMPAGNE D'ABONNEMENT A LAQUELLE TOUS NOS LECTEURS DOIVENT PARTICIPER

Nous espérons que ce numéro va être un bon "support" - comme on dit dans le monde de la publicité ! - pour aider nos adhérents les plus actifs à entreprendre et à réussir l'effort de propagande indispensable.

Une grande campagne d'abonnements doit être entreprise. Tous les adhérents du Comité devraient d'abord eux-mêmes s'abonner au Bulletin (actuellement, moins de la moitié le sont seulement). La diminution du prix de l'abonnement annuel (10 F au lieu de 20 F pour les adhérents ; 12 F au lieu de 30 F pour ceux qui ne sont pas membres du Comité) devrait faciliter cette campagne. Chacun devrait trouver autour de lui des amis, intéressés par l'Amérique latine, qui pourraient s'abonner au Bulletin. Un effort particulier doit être entrepris parmi nos amis latino-américains résidant en France,

parmi les hispanistes et luso-brésiliens des universités, auprès du public des Maisons de Jeunes et de la Culture.

## LA PUBLICATION MENSUELLE DES "NOTES D'ACTUALITE"

Depuis le mois de juin, des "Notes d'actualité" bimestrielles cet été, devenues mensuelles à partir du mois de novembre, sont venues prouver à nos abonnés que l'activité du Comité, pour être ralentie, n'était pas interrompue. Chaque mois, les notes apportent, pour un prix modique (1 F le n° ordinaire ; abonnement annuel 12 F, réduit à 10 F pour les adhérents du Comité), un résumé des nouvelles parvenues d'Amérique latine : quelques lignes ou quelques chiffres pour signaler un fait à retenir, pas de commentaires. Il s'agit d'un instrument de travail : chacun devrait pouvoir y trouver facilement les informations dont il a besoin pour suivre, pour comprendre, pour apprécier l'évolution de la situation économique, sociale et politique ; et chacun pourra ainsi en faire, selon sa philosophie et ses convictions, une meilleure analyse.

## L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE, UNE OCCASION DE RECRUTER DE NOMBREUX ADHERENTS NOUVEAUX

Les cartes 1972-73 ont été distribuées aux adhérents de l'an dernier avec une invitation à renouveler sans tarder leur cotisation. Mais nous sommes encore beaucoup trop peu nombreux à avoir adhéré au Comité France-Amérique latine. De nombreux amis de l'Amérique latine ignorent encore l'existence de notre association. Chacun des adhérents actuels devrait pouvoir trouver deux amis et les faire adhérer au Comité.

Une grande campagne de recrutement et de propagande doit être engagée. Nous devons pouvoir facilement doubler le nombre de nos adhésions d'ici l'Assemblée Générale de 1973 qui aura lieu à Paris au début du mois de février.

### BULLETIN D'ADHESION ET/OU D'ABONNEMENT (1)

- Je désire adhérer au Comité France-Amérique latine et vous adresse ci-joint ma cotisation (1) (2)
- Veuillez prendre note de mon abonnement au **Bulletin** du Comité dont je vous adresse ci-joint le montant (1) (3)
- Veuillez prendre note de mon abonnement aux **Notes d'actualités** dont je vous adresse ci-joint le montant (1) (3)
- M. Mme Melle (1) NOM .....

Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Tél. ....

Profession .....

Lieu de travail .....

Date et signature :

(1) Rayez les mentions inexactes.

(2) Tarif des cotisations : membre actif, 25 F ; étudiants, conjoints et petits salaires, 10 F ; membre bienfaiteur, 100 F ou plus

(3) Abonnement au Bulletin : abonnement ordinaire, 12 F ; tarif réduit pour les membres du Comité : 10 F.

Abonnement aux Notes d'actualité : abonnement ordinaire, 12 F ; tarif réduit pour les membres du Comité 10 F.

- Adressez le bulletin d'adhésion et/ou l'abonnement à M. Dominique LAHALLE, 2 rue Charbonnel/180, 75013 - PARIS en y joignant un chèque bancaire ou postal (les 3 volets) établi au nom de Mme Florence AUDIER - CCP 32.868 - 27 LA SOURCE.

# La candela<sup>ria</sup>

CHANTS ET DANSES D'ESPAGNE  
ET D'AMERIQUE LATINE

A partir de 22 h 30

Spécialités — Bar

De 19 h à 21 h 30 :

Menu (Boisson et Service compris) : 19,50 F.

A la cave :

Café-théâtre de l'Odéon  
Spectacle d'avant-garde

— Ouvert tous les jours —

3, rue Monsieur-le-Prince  
Paris 6e - Métro : Odéon

033-43-98